

GAZA
**650 000
enfants
risquent
de mourir
de faim**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Dimanche 13 juillet 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6491 - 22^e année

p 5

DÉVELOPPEMENT DU PAYS

L'après-pétrole en marche

Le mégaprojet de la mine de fer de Gara Djebilet reflète la démarche de l'Algérie visant à valoriser tout son potentiel, minier, agricole et autre, mis au service du développement national indépendant.

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

ALGÉRIE – UNION EUROPÉENNE



**Attaf appelle
à l'activation
du Conseil
d'association**

P 3

LE MINISTRE DES FINANCES
S'ENGAGE :

« Renforcer
la stabilité
économique
et promouvoir
la transparence »

P 2

PROTECTION CIVILE

**Six morts par
noyade en mer
en 48 heures**

P 24

À PROPOS DE L'ENQUÊTE VISANT
L'ALGÉRIE DANS LA CAN FÉMININE

**La CAF fait
machine arrière**

P 11

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SEKHRA- EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 16H30

**Le retour
des jeunes
coursiers**

P 21

AIR FRANCE ACCUSÉE APRÈS ACHÈMÈNEMENT D'ÉQUIPEMENTS MILITAIRES VERS ISRAËL

« **Complicité de
génocide à Ghaza** »

LIRE EN PAGE 4



L'ÉDITO

« Le couperet est tombé ! Trump annonce la douloureuse à l'Union européenne ! Trump frappe fort sur les produits européens, Trump surenchérit, Trump met l'UE sous pression maximale ... » Voici, pour résumer, quelques titres des rédactions européennes qui ont rapporté, sous la marque de la surprise, la décision du président américain, Donald Trump, d'imposer 30% de droits douaniers aux produits européens. Ce qui « choque » le plus les Européens, ce n'est pas tant la décision mais le timing. Il faut savoir que les Européens ont déjà bénéficié d'un sursis. Jusqu'alors, les négociations pour retarder l'échéance ou réduire le niveau des taxes étaient même en cours. Les 27 ont beau essayé de forcer la main à Trump, le pragmatisme américain l'a emporté. À partir du 1er août prochain, l'UE doit commencer à faire avec les nouvelles règles américaines. Les Européens se sentent trahis étant pris à la gorge par une sanction qu'ils espéraient subir avec moins de

Trump surtaxe le monde

dégâts sur leurs économies. Et, partant, amortir le choc sur une économie européenne déjà à bout de souffle. Trump ne veut plus de négociations, il veut imposer. Premières conséquences immédiates, il faudrait s'attendre à une panique sur les places boursières. Ainsi, Trump continue à surprendre le monde par ses décisions brutales qui deviennent un véritable baromètre pour l'évolution des marchés mondiaux. Il est capable du pire, mais jamais du meilleur. Trump continue sa guerre commerciale en imposant des droits de douane à tous les produits entrant aux États-Unis. Au-delà du protectionnisme qu'il prônait comme politique depuis son retour aux affaires de la Maison Blanche, Trump tient un moyen de pression aux fins géopolitiques. Cette

politique n'a épargné plus aucun pays. Aucun, ou presque, n'a bénéficié d'un traitement de faveur. Pas même les alliés. Plus pragmatique que Trump, tu meurs ! Parmi les rares exceptions, sinon les pays exonérés des taxes, la Biélorussie, la Russie, la Corée du Nord, Cuba, la Somalie et le Burkina Faso. Paradoxalement, cette liste ne compte que des « ennemis » à ne pas taxer ? Parce que la majorité fait déjà l'objet de sanctions américaines. Dès lors, le concept change. Faut-il parler de sanctions au lieu de taxes ou surtaxes ? Ainsi, force est de constater que le rouleau compresseur de Trump n'a pas seulement cherché à écraser les « ennemis traditionnels » de l'Oncle Sam. Comme la Chine qu'il a surtaxée de 50%. Sauf que là, le président US a buté contre la Grande Muraille qui l'a contraint à négocier sur une base gagnant-gagnant. En effet, des alliés comme le Japon et la Corée du Sud n'ont pas échappé à la sanction. Et la liste reste ouverte pour, visiblement, faire le tour de toute la planète. En fin de compte, Trump cherche-t-il à protéger l'économie américaine au détriment de l'économie mondiale ?

Farid Guellil

FINANCES ET GESTION DES FONDS PUBLICS

Bouzred s'engage à renforcer la stabilité économique et promouvoir la transparence

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a affirmé que son département continue de travailler avec toutes ses composantes pour renforcer la stabilité économique et promouvoir la transparence et l'efficacité dans la gestion des fonds publics.



Lors d'une rencontre des Douanes sur la célébration du 63e anniversaire de l'Indépendance, Bouzred a indiqué que son secteur travaille à mobiliser les ressources nécessaires pour financer les projets de développement tout en garantissant les grands équilibres et en instaurant un climat financier sain qui encourage l'investissement et l'entrepreneuriat. Le ministre a considé-

ré le système des douanes comme « l'un des bras les plus importants de ce secteur vital », compte tenu de ses « missions régaliennes et stratégiques, qu'il s'agisse de sécuriser les frontières ou de lutter contre la contrebande et la criminalité économique ». Il a également révélé que « la nouvelle Algérie que nous travaillons à construire sous la sage direction du président Abdelmadjid Tebboune est

fondée sur les principes d'un changement profond et d'une réforme globale ».

Par ailleurs, Bouzred a réitéré l'importance de s'inspirer de « cette précieuse mémoire, des significations du sacrifice et du patriotisme », renouvelant son engagement à « poursuivre sur la voie de la construction, du développement et de la mobilisation sincère au service de l'Algérie ».

BAKHOUCHE : « FIER DE PARTICIPER À LA CONSTRUCTION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE »

De son côté, le général-major, Abdelhafid Bakhouche, a souligné que cette date de grande symbolique est célébrée, cette année, « dans le cadre des engagements pris par l'Algérie nouvelle, et de ses efforts soutenus pour instaurer un État fort, juste, moderne et avancé, sous la direction avisée du président de la République ». Soulignant dans son allocution, l'accompagnement du corps qu'il dirige à cette dynamique : « Les Douanes algériennes sont aujourd'hui fières de leur implication active dans la construction de l'Algérie nouvelle, à travers la modernisation de leurs structures, la qualification de leurs ressources humaines, et la consécration des principes de transparence et d'intégrité, renforçant ainsi leur position en tant qu'institution à la fois souveraine et économique. » a-t-il souligné.

Sarah O.

24E ÉDITION DU SITEV

Fenêtre sur la Destination Algérie

Sous le slogan « Voyagez au cœur de l'Algérie et profitez d'un tourisme authentique et d'une civilisation millénaire », la 24e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), a été ouverte hier au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger). Cet événement qui se poursuivra jusqu'au 15 du mois courant constitue une opportunité pour promouvoir la destination touristique Algérie et de mettre en avant la contribution du secteur du tourisme au soutien à l'économie nationale. Ce Salon international, qui est l'événement touristique le plus important en Algérie, étant la première plateforme de promotion de la destination touristique algérienne, notamment le tourisme saharien, selon les organisateurs. En outre, cet événement est un rendez-vous annuel pour « la communication et la coopération autour des destinations touristiques locales et internationales les plus importantes », en sus de contribuer à « renforcer le partenariat entre professionnels et acteurs ». Cette édition mettra, également, en évidence la contribution du secteur du tourisme au soutien à l'économie nationale, en tant que « pilier stratégique de la diversification économique, et ce, à travers l'activation, la dynamisation et le développement du tourisme, outre l'encouragement du tourisme domestique ». L'événement constituera également « une plateforme importante pour identifier les opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme en Algérie ». Le SITEV « verra une participation nationale qualitative ainsi qu'une forte présence internationale », selon la même source qui souligne qu'« un espace sera dédié aux jeunes innovateurs, porteurs de projets et propriétaires de Start-up, pour présenter leurs projets et produits technolo-

giques liés au tourisme ». Les artisans algériens, notamment ceux issus des wilayas du Sud, marqueront leur présence à cet événement à travers « une participation qualitative mettant en lumière la créativité algérienne dans le domaine des produits artisanaux, véritables ambassadeurs du patrimoine, de la culture et de l'authenticité, tant sur le plan national qu'international ». Par ailleurs, la 24e édition de ce Salon constitue une opportunité pour « explorer les différentes destinations touristiques et les services d'hébergement disponibles ». Elle « permettra également aux opérateurs et professionnels du secteur, tels que les agences de voyage, les établissements hôteliers, les sociétés de transport et les

Start-up spécialisées dans le domaine de la numérisation et de la promotion touristique, de présenter et de commercialiser leurs programmes mais aussi de braver la lumière sur les destinations les plus attrayantes, notamment sahariennes ». Ce rendez-vous, « devant susciter l'intérêt du grand public », verra également la présentation « des dernières technologies liées aux voyages », ainsi que l'organisation de rencontres et de conférences dédiées à l'échange d'expertises dans le domaine de l'innovation numérique pour la promotion touristique et la dynamisation du mouvement touristique, ainsi que la conclusion d'accords de partenariat, selon les organisateurs.

S. O.

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SUR L'IMMATRICULATION DES VÉHICULES IMPORTÉS MOINS DE 3 ANS :

« Tous les dossiers seront assainis »

Un calendrier spécial a été élaboré pour la réception des dossiers d'immatriculation des véhicules importés de « moins de 3 ans », afin de mieux gérer le nombre important de demandes et de garantir le bon déroulement de cette opération. La sous-directrice de l'état et de la circulation des biens au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Farida Lataoui, a affirmé qu'« aucun dossier ne sera exclu », précisant que des « commissions ont été installées dans toutes les wilayas pour veiller au bon déroulement de cette opération, loin de tout dysfonctionnement ». Le ministère a « établi un calendrier pour la réception des dossiers de délivrance des cartes grises des véhicules importés de moins de 3 ans au niveau des services d'immatriculation des wilayas, pour des raisons purement organisationnelles, sans pour

autant exclure aucun dossier », a-t-elle ajouté, soulignant que l'objectif de ce calendrier était de « maîtriser le flux des demandes au niveau des services d'immatriculation ». Lataoui a, dans ce cadre, rappelé que « les véhicules dédouanés avant le 31 décembre 2024 ont vu leurs dossiers réceptionnés à partir du 11 mai 2025 », tandis que « ceux dédouanés à partir du 1er janvier 2025, leurs dossiers ont été reçus à partir du 22 juin 2025 ». Les propriétaires de véhicules importés, n'ayant pas pu déposer leurs dossiers auprès des services d'immatriculation dans les délais fixés, pourront « le déposer ultérieurement », selon la même responsable. « Le fichier national d'immatriculation a été mis en service en mai dernier, a-t-elle poursuivi, précisant que ce dernier renferme l'ensemble des informations relatives au véhicule et à son propriétaire, ainsi que le numéro d'identification

national du véhicule (numéro d'immatriculation) ». Ce système concerne actuellement « la délivrance des cartes d'immatriculation des véhicules utilitaires et de tourisme de moins de 3 ans, importés par les citoyens, en attendant sa généralisation prochaine à toutes les catégories de véhicules, quel que soit leur mode d'acquisition (importés, neufs ou anciens déjà immatriculés) ». Précisant dans ce cadre, que les services du ministère de l'Intérieur « ont assuré tous les moyens techniques, logistiques et humains pour le bon fonctionnement des services d'immatriculation, en leur permettant d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions », sachant que « toutes les étapes se font au niveau d'un guichet unique (réception du dossier d'immatriculation, traitement, délivrance de la carte d'immatriculation et vente) ».

S. O.

ACCÈS DES MICRO-ENTREPRENEURS AU FONCIER DANS LES MICRO-ZONES D'ACTIVITÉS

Noureddine Ouadah prépare un projet

Le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a annoncé, à Alger, un projet en cours d'exécution qui permet aux entreprises de bénéficier des micro-zones d'activités et des assiettes foncières inexploitées, une mesure présentée comme essentielle pour accompagner les entrepreneurs et lever tous les obstacles auxquels ils sont confrontés. S'exprimant à la presse en marge d'une visite de terrain effectuée en compagnie de représentants de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), aux sièges de certaines micro-entreprise et start-up à Alger, M. Ouadah a affirmé avoir instruit ces deux agences qui soutiennent les micro-entreprises, d'assurer « un meilleur accompagnement aux entrepreneurs et d'alléger les charges administratives afin qu'ils puissent se consacrer pleinement à l'amélioration de leurs produits et leur compétitivité ». À cet égard, le ministre a souligné « la nécessité de protéger les produits des micro-entreprises et des start-up répondant aux normes internationales face aux marchandises importées », M. Ouadah a appelé à « soutenir ces entreprises afin de les encourager à se tourner vers l'exportation ». À noter que, « parmi les entreprises visitées par le ministre, une micro-entreprise de production de tubes à essai dans la commune de Hraoua, une start-up gérant quatre projets innovants dans la commune de Dar El-Beida, une clinique privée spécialisée dans les maladies rénales et l'hémodialyse à Hussein Dey ayant bénéficié du soutien de la NESDA, ainsi qu'une start-up spécialisée dans les opérations d'import-export ». À cette occasion, le ministre a écouté les préoccupations des propriétaires de ces entreprises liées principalement aux procédures administratives se rapportant aux permis d'exploitation de terrains ainsi qu'à l'importation massive de certains produits fabriqués localement. M. Ouadah a affirmé que cette visite vise à « se rapprocher des propriétaires de micro-entreprises et de start-up, découvrir leurs réalisations et écouter leurs préoccupations afin d'élaborer des politiques gouvernementales basées sur la réalité du terrain », a-t-il conclu.

L.Zeggane

DÉVELOPPEMENT DU PAYS

L'après-pétrole est en marche

Le mégaprojet de la mine de fer de Gara Djebilet reflète la démarche de l'Algérie visant à valoriser tout le potentiel, minier, agricole et autre, du pays mis au service du développement national indépendant.



Ph. DR

Sortir l'économie nationale de la dépendance aux hydrocarbures pour faire aboutir le processus de développement indépendant au profit de tous les Algériens, c'est le défi principal de l'Algérie. Tout est fait dans ce but et rien ne devrait distraire les acteurs majeurs dans le pays de cet objectif dont la réalisation nécessite évidemment une forte mobilisation, d'abord politique. Car, il ne s'agit pas d'une opération technique et administrative qui va de soi. Les puissances néo coloniales ne laisseront pas l'Algérie suivre son processus de développement indépendant et mettre ses richesses au profit exclusif de son peuple, c'est-à-dire dans l'intérêt national. Les attaques acharnées, directes ou sournoises, dont fait l'objet notre pays de la part des puissances néo coloniales et de leurs agents le prouvent. C'est également la preuve que l'Algérie est en train

de retrouver la bonne voie. « En 2024, la croissance économique a été robuste. Le produit intérieur brut hors hydrocarbures a progressé de 4,8 %, un rythme très appréciable ». Ces propos sont d'un représentant de la Banque mondiale, Cyril Desponts, économiste principal pour l'Algérie auprès de cette institution. Il a cité des faits et des chiffres : une consommation privée dynamique ainsi qu'un investissement actif ; recul notable de l'inflation, passée de 9,3% en 2023 à 4% en 2024. Il a expliqué la décre de l'inflation par la bonne performance du secteur agricole, qui a permis de modérer les prix alimentaires, malgré une pluviométrie moins abondante. Une autre économiste à la BM, Amel Henider, a noté que l'investissement "est resté dynamique" en 2024, soutenant la demande intérieure ainsi que les secteurs manufacturiers et des services, et précise

qu' "en parallèle, on observe une accélération de la production, avoisinant les 5 %, grâce notamment à la bonne performance de plusieurs filières, en particulier une excellente saison céréalière". Fait significatif : l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) vient d'annoncer, ce jeudi dans un communiqué, le lancement de la publication d'une offre regroupant 75 assiettes foncières destinées à la réalisation de projets d'investissement au niveau de la nouvelle ville de Boughezoul, sis dans les wilayas de Djelfa et Médéa. Ces assiettes foncières, relevant du domaine privé de l'État, sont pour la plupart à vocation industrielle et orientées vers plusieurs activités telles que l'industrie pharmaceutique, l'industrie électrique et électronique, les énergies renouvelables, le stockage, la recherche et le développement. L'AAPI a invité les investisseurs

souhaitant bénéficier de ces assiettes foncières à accéder à la plateforme numérique créée à cet effet afin de consulter l'offre disponible et soumettre leurs demandes. Rien de plus simple.

Autre fait de confirmation de la volonté politique de sortir de la dépendance aux hydrocarbures : tout récemment, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a fait savoir qu'il a instruit l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), qui soutiennent les micro-entreprises, d'assurer "un meilleur accompagnement aux entrepreneurs et d'alléger les charges administratives afin qu'ils puis-

sent se consacrer pleinement à l'amélioration de leurs produits et leur compétitivité". Il a expliqué qu'un travail était actuellement en cours pour "permettre aux entreprises de bénéficier des micro-zones d'activités et des assiettes foncières inexploitées". Il a souligné la nécessité de "protéger les produits des micro-entreprises et des start-up répondant aux normes internationales face aux marchandises importées". Plus concrètement, le projet Gara Djebilet, en cours de réalisation, indique parfaitement la transformation économique de l'Algérie. La mine de fer de Gara Djebilet reflète la démarche de valorisation de tout le potentiel, minier, agricole et autre, du pays mis au service du développement national indépendant. **M'hamed Rebah**

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent en hausse à plus de 70 dollars

Les cours du pétrole ont terminé la semaine en hausse, en dépit des nouvelles menaces douanières de Donald Trump, les opérateurs s'inquiétant des risques portés par les attaques de Houthis sur le transport maritime. En effet, le prix du baril de Brent ou brut de mer du nord pour livraison en septembre, a gagné 2,51% à 70,36 dollars, tandis que, son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, a pris 2,82% à 68,45 dollars. Selon les analystes, « depuis la pause dans le conflit de l'entité sioniste et l'Iran, le pétrole s'est négocié dans une fourchette relativement étroite (et) la +prime de guerre+ s'est rapidement estompée ». En revanche, « les attaques contre la flotte marchande en mer Rouge ont réintroduit une certaine prime géopolitique », ajoutent-ils. « Le transport maritime par la mer Rouge pourrait être de plus en plus détourné » pour éviter la zone « suite aux attaques des rebelles houthis », « ce qui allongerait les voies de transport vers l'Europe », a signalé Barbara Lambrecht, de Commerzbank. **L. Z.**

PROCHAINE RENTRÉE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Priorité aux besoins du marché du travail

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a publié une note de cadrage concernant la rentrée de la formation professionnelle session octobre 2025. Cette note définit « les offres de formation sur la base d'une étude approfondie de l'environnement économique, en se focalisant sur les secteurs stratégiques à priorité nationale ». À titre d'exemple, la note fait état d'une augmentation à hauteur de 55% du nombre de stagiaires orientés vers le secteur de l'industrie », d'une hausse de 35% du nombre de stagiaires dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) », et d'une réduction progressive de 30% des offres de formation dans les spécialités relatives à l'administration et à la gestion ». La note souligne également que « les compé-

tences numériques feront partie intégrante de tous les programmes de formation », outre « l'adoption complète de l'approche par compétences, avec le remplacement du système semestriel traditionnel par un système d'évaluation continue ». Dans le même contexte, le document fait également état du lancement officiel du Référentiel national de Formations et de Compétences, qui « remplacera la Nomenclature algérienne des Métiers et Emplois (NAME) », dans une démarche visant à « garantir l'homogénéité des programmes de formation, à consacrer l'approche par compétences et à faciliter l'insertion professionnelle des diplômés ».

FORMATION
DES FORMATEURS

S'agissant de la formation des forma-

teurs, « le mois de septembre 2025 sera entièrement consacré à un programme intensif de formation des formateurs, axé sur la maîtrise de l'approche par compétences, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) et les dernières avancées technologiques ». La prochaine rentrée de formation sera également « sans papier », indique le document, d'autant que « toutes les opérations d'inscription se feront via la plateforme takwin.dz ». En outre, une deuxième plateforme, (tamhin.dz), sera lancée pour « faciliter la mise en relation des jeunes souhaitant se former en mode apprentissage avec les entreprises économiques ». En prévision de cette rentrée, « une vaste campagne nationale de sensibilisation aux offres de formation et à l'importance de la formation profes-

sionnelle sera lancée ». S'agissant de la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques et des personnes atteintes du trouble du spectre de l'autisme (TSA), la note de cadrage indique « la consécration de filières pédagogiques spéciales à ces catégories, avec la formation de formateurs spécialisés et le développement de programmes adaptés, tout en y réservant 5% des places pédagogiques et aménageant 100 établissements pour l'adapter à l'accessibilité universelle ».

180 CENTRES POUR DÉVELOPPER
L'ENTREPRENEURIAT

Afin de développer l'esprit entrepreneurial, la même source a réaffirmé « la poursuite du lancement de 180 centres de développement de l'entrepreneuriat pour accompagner 10.000 porteurs de projets par an ». Dans l'objectif de développer la formation à distance, « 30.000 stagiaires seront ciblés dans ce mode, avec le développement de 100 nouveaux contenus numériques et la formation de 1.000 encadrants dans les techniques d'enseignement numérique ». De plus, « 16 centres d'excellence programmés veilleront à offrir une formation de haute qualité dans les secteurs prioritaires ». Selon la note, les inscriptions pour l'accès à la formation professionnelle se dérouleront entre le 27 juillet et le 27 septembre prochain, avec la mise en place d'une cellule de veille chargée de répondre à distance aux questions des candidats, d'assurer le suivi des inscriptions et de soutenir les conseillers d'orientation. **Ania N.**

ALGÉRIE – UNION EUROPÉENNE

Attaf appelle à l'activation du Conseil d'association

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, samedi, un appel téléphonique de la vice-présidente de la Commission européenne, Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Kaja Kallas, a indiqué un communiqué du ministère. Selon la

même source, les entretiens entre les deux parties ont porté sur « l'état et les perspectives des relations entre l'Algérie et l'Union européenne, aussi bien dans leur volet bilatéral relatif à l'accord d'association entre les deux parties, que dans le cadre multilatéral incluant les pays de la rive sud de la Méditerranée ». Sur le plan bilatéral, Attaf a souligné « la nécessité d'activer le principal mécanisme chargé de

réglementer l'association algéro-européenne, à savoir le Conseil d'association, qui demeure le cadre idoine pour traiter toutes les questions d'intérêt commun, tant politiques qu'économiques ». Au niveau multilatéral, les deux parties ont échangé les vues sur le projet de Charte pour la Méditerranée, qui fait actuellement l'objet de concertations entre l'UE et les pays de la rive sud. Au terme de l'entretien

téléphonique, conclut le communiqué du Mae, « les deux parties sont convenues de poursuivre et d'intensifier les efforts visant à conférer l'équilibre requis au partenariat économique entre l'Algérie et l'UE, de manière à préserver les intérêts des deux parties et de contribuer au renforcement de la paix, de la sécurité et du développement durable dans l'espace euro-méditerranéen ».

R. N.

LE SYNDICAT « SUD AÉRIEN SOLIDAIRES » DÉNONCE LE TRANSPORT
PAR AIR FRANCE D'ÉQUIPEMENTS MILITAIRES VERS ISRAËL

« Complicité de génocide à Ghaza »

UNE CANDIDATURE QUI DÉRANGE

Francesca Albanese et les médecins de Ghaza pour le Nobel 2026

Après le refus du syndicat des manutentionnaires du port de Marseille-Fos de charger des équipements militaires à destination d'Israël, au mois de juin dernier, un autre syndicat français est monté au créneau pour accuser une entreprise française, Air France, d'acheminer du matériel militaire vers l'entité sioniste.



Cela est intervenu, selon des sources médiatiques malgré la mobilisation de plusieurs syndicats et salariés de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle la semaine dernière, qui avait dénoncé le fait qu'Air France a procédé à une livraison de matériel militaire à destination d'Israël, estimant que cela ferait des salariés de cette entreprise des complices du génocide actuellement en cours à Ghaza.

En effet, selon l'agence Reuters, le syndicat « Sud Aérien Solidaires », dans un communiqué publié jeudi, accuse Air France d'avoir participé à l'acheminement de matériel militaire ou de marchandises à double usage à destination d'Israël, en toute discrétion et sans que les salariés n'en soient informés. Il dénonce une situation grave, qui rend les travailleuses et travailleurs complices malgré eux d'actes pouvant relever de crimes de guerre ou de génocide. « Cela s'est fait sans transparence, empêchant toute alerte ou opposition. Nous refusons d'acheminer la guerre avec nos mains », note le syndicat. L'alerte avait été lancée dès le 7 juillet par Sud Aérien, mais le syndicat dit avoir obtenu depuis la confirmation de source sûre qu'Air France a bel et bien procédé à ces expéditions. Celles-ci incluent du matériel militaire et potentiellement des composants à double usage, c'est-à-dire utilisables à la fois à des fins

civiles et militaires. Il faut rappeler dans ce contexte que plusieurs enquêtes indépendantes, dont celle du média d'investigation « The Ditch », ont déjà révélé l'existence de chaînes logistiques aériennes françaises contribuant à l'approvisionnement des forces israéliennes — avec des vols opérés, entre autres, par Air France. Le syndicat Sud Aérien rappelle que des milliers de civils palestiniens ont été tués à Ghaza et que la Cour internationale de justice, saisie par l'Afrique du Sud, a reconnu « la plausibilité d'un génocide en cours ». Il exige que cesse immédiatement tout envoi de matériel militaire ou à double usage vers Israël via les vols opérés par Air France ou toute autre compagnie sur le sol français. Il demande également que la lumière soit faite sur les flux logistiques aériens entre la France et Israël, à travers une enquête indépendante, une commission parlementaire et des investigations judiciaires permettant d'établir d'éventuelles responsabilités pénales. Sud Aérien exige la protection de tous les salariés qui, par conscience, refuseraient de participer à ces opérations. Il rappelle par ailleurs qu'Air France est une entreprise à participation publique, et qu'elle ne peut être complice

de crimes de masse sans devoir en répondre devant la justice et l'opinion et exige des explications immédiates, « car elle engage non seulement sa responsabilité morale, mais aussi potentiellement juridique et souligne que, « notre métier, c'est de relier les peuples, pas d'acheminer la guerre. Pas avec nos mains. Pas en notre nom ». Sud Aérien appelle enfin à une mobilisation citoyenne, syndicale et politique, et réclame une enquête parlementaire sur le rôle d'Air France dans ces livraisons, ainsi qu'une procédure judiciaire afin que justice soit faite.

C'est un nouvel épisode après celui des manutentionnaires du port de Marseille-Fos, qui avaient refusé, au mois de juin dernier, de charger des composants militaires fabriqués par la société française Eurolinks qui devaient être exportés de Marseille vers Israël. Le syndicat de ces ouvriers avait dénoncé ce qu'il avait qualifié de complicité de la France dans le génocide perpétré à Ghaza et assuré que toutes les sections qui lui sont affiliées refusaient d'être les complices des assassins des enfants palestiniens.

COLLUSION AVEC L'ENTITÉ SIONISTE

Cette mobilisation du monde ouvrier en France vient pour dénoncer la collusion du gouvernement avec l'entité sioniste. Le président français Macron a refusé d'appliquer le mandat d'arrêt international délivré par la Cour pénale internationale contre Netanyahu et certains de ses ministres. Il avait même autorisé le survol de l'espace aérien français de l'avion du chef du gouvernement de l'entité sioniste ce qui est gravissime et une offense à l'autorité d'une institution internationale, dont la charte constitutive a été pourtant ratifiée par la France, pays membre du Conseil de sécurité. Le recours d'Air France au transport d'équipements militaires à destination d'Israël, nous remet en mémoire les propos de l'ancien ministre des affaires étrangères Abdelkader Messahel qui avait déclaré au mois d'octobre 2017, à l'occasion de l'université d'été du Forum des Chefs d'entreprises, que la Royal Air Maroc transportait autre chose que des passagers en faisant allusion à des cargaisons de haschisch convoyées dans les soutes à bagages des appareils de cette compagnie. Il avait appuyé ses propos en affirmant qu'il tenait ces révélations de chefs d'états africains. Cela confirme que les pays de l'axe colonial ne s'embarrassent pas de scrupules quand il faut s'entraider. Transporter des armes ou de la drogue c'est du pareil au même, ce sont des marchandises à un fort pouvoir létal et la sortie du syndicat « Sud Aérien Solidaires » est une preuve que la France tout comme le Maroc font aujourd'hui partie de l'axe du diable et du mal.

M. S.

Slimane B.

LE MONDE DU THÉÂTRE FRANÇAIS SE MOBILISE POUR GHAZA

« La culture au service de l'humanité et de ses valeurs »

Alors que s'ouvre l'un des plus prestigieux rendez-vous du théâtre mondial, le Festival d'Avignon, une centaine de personnalités issues du monde du spectacle ont choisi de transformer la scène en tribune. Réunis autour d'un appel vibrant à la solidarité, artistes, metteurs en scène, directeurs de structures culturelles et techniciens dénoncent d'une seule voix le génocide perpétré à Ghaza et réclament la reconnaissance de l'État de Palestine, ainsi que le respect du droit international. Dans une tribune publiée par un magazine français à la veille du lever de rideau, les signataires exigent « la cessation du massacre de masse en cours ayant déjà tué un nombre effroyable d'enfants » et rappellent qu'ils « ne se résignent ni à l'impuissance ni à l'invi-

sibilisation du crime ». « Nous, femmes et hommes du spectacle, réunis à Avignon parce qu'un tel festival est aussi celui de la parole publique et des exigences, déclarons notre solidarité avec le peuple palestinien », écrivent-ils. Ils appellent également à « dénoncer la politique destructrice de l'entité sioniste, à reconnaître l'État palestinien, à appliquer les sanctions prévues par le droit international et à suspendre l'accord d'association entre l'UE et l'entité sioniste ». À leurs yeux, il est tout aussi urgent de « mettre fin à la criminalisation des prises de parole et des associations soutenant la cause palestinienne ». Les signataires exhortent « toutes et tous à se joindre aux mobilisations » en soutien à la Palestine. Ils rappellent que « nous sommes contemporains, après des

crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des actes génocidaires, de ce qui se dessine comme la disparition programmée d'un peuple, et notre responsabilité collective à toutes et tous est engagée ». Parmi eux, figurent des noms emblématiques du théâtre français : anciens directeurs du Festival d'Avignon, artistes invités comme le comédien Samuel Achache ou l'actrice Tamara Al-Saadi, ainsi que de nombreuses figures issues de structures culturelles aux quatre coins du pays. Cette prise de position trouve un écho direct sur le site officiel du Festival d'Avignon, où un article intitulé « Le festival d'Avignon commence alors qu'un massacre se poursuit à Ghaza » pose d'emblée le ton de cette édition 2025.

Un vaste mouvement citoyen et politique prend de l'ampleur à travers le monde pour soutenir la candidature de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU pour les droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés, au Prix Nobel de la paix 2026. À ses côtés, les médecins qui, au péril de leur vie, continuent de soigner la population de Ghaza sous le feu de l'occupant sioniste.

Cet appel, lancé dans une pétition mondiale ouverte par la plateforme « Avaaz », exhorte les personnes habilitées à proposer des candidatures et le comité Nobel à attribuer la prestigieuse récompense à Albanese et aux médecins de Ghaza, en reconnaissance de leur engagement à défendre la vérité, sauver des vies et documenter les crimes de guerre, alors que l'agression sioniste contre Ghaza se poursuit sans relâche. « Nous, citoyens du monde entier, considérons que Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU pour la Cisjordanie et Ghaza, et les médecins travaillant à Ghaza, méritent le Prix Nobel de la paix », peut-on lire dans le texte de l'appel. Dans le même élan, Matjaž Nemeč, député slovène au Parlement européen, a annoncé avoir officiellement soumis une proposition pour soutenir la candidature de Francesca Albanese. Sur la plateforme X, Nemeč a salué le courage de la rapporteuse « Par ses rapports et ses prises de parole, Albanese est devenue la voix de millions de personnes exigeant des sanctions contre le gouvernement de l'entité sioniste coupable de génocide, sur la base de faits irréfutables. Alors que nombre de responsables européens et américains gardent le silence, elle incarne l'équilibre et le courage face à l'hypocrisie. »

SANCTIONNÉE POUR AVOIR DÉNONCÉ « L'ÉCONOMIE DE L'EXTERMINATION »

Le soutien international survient après que Washington a imposé des sanctions à Albanese, à la suite de la publication de son rapport choc intitulé « De l'économie de l'occupation à l'économie de l'extermination ». Dans ce document, elle accuse plus de 60 multinationales de tirer profit de la guerre menée par l'occupant sioniste à Ghaza. Parmi elles figurent des géants de l'armement (Lockheed Martin, Leonardo, Elbit), de la technologie (Microsoft, Alphabet, Amazon) ainsi que des sociétés de surveillance et de cybersurveillance. Selon le rapport, ces entreprises ont vu leurs profits et leurs actions bondir depuis le début de l'agression, révélant l'existence d'un réseau financier tentaculaire soutenant la machine de guerre de l'occupant sioniste. En réponse, Washington a sommé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de limoger Francesca Albanese, l'accusant d'« antisémitisme ». Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a par ailleurs confirmé l'inscription de son nom sur la liste noire des sanctions américaines. Pour Francesca Albanese, ces pressions relèvent du « chantage mafieux ». Dans un message publié sur ses réseaux, elle déclare « Mon travail consiste à rappeler aux États leurs obligations pour mettre fin au génocide — et à identifier ceux qui en profitent. » La campagne pour le Nobel 2026 entend porter un signal fort : récompenser le courage moral et briser le silence complice de la communauté internationale.

M. Seghilani

GHAZA

650 000 enfants risquent de mourir de faim

La bande de Ghaza sombre chaque jour davantage dans une catastrophe humanitaire d'ampleur inédite, sous le double joug d'un blocus total et de frappes incessantes de l'armée israélienne.



Ph. DR

Le drame, pourtant prévisible, se déroule sous le regard de la communauté internationale, impuissante ou complice, selon les voix qui s'élèvent sur le terrain. Les chiffres glacent le sang : D'après des sources médicales locales, 67 enfants sont déjà morts de malnutrition. Pire encore, plus de 650 000 enfants de moins de cinq ans risquent de mourir, eux aussi, par la malnutrition aiguë dans les semaines à venir. Sur une population d'environ 1,1 million d'enfants, la situation est jugée « sans précédent » par les ONG et acteurs humanitaires encore présents dans l'enclave. Depuis 133 jours, Ghaza vit complètement coupée du monde. Aucun convoi humanitaire ne peut pénétrer le territoire, aucune nourriture, aucun médicament, aucun carburant n'est autorisé à franchir les postes de contrôle verrouillés par l'armée israélienne. Les hôpitaux, déjà ravagés par les bombardements, man-

quent de tout : médicaments de base, matériel de soins intensifs, lait maternisé pour les nouveau-nés... Faut de nourriture, des familles entières se rationnent à l'extrême, parfois jusqu'à l'épuisement total de leurs maigres réserves. Rien que ces trois derniers jours, des dizaines de morts supplémentaires ont été recensés, terrassés par la faim ou le manque de soins. Dans certaines zones du nord, des témoignages évoquent des enfants fouillant les décombres à la recherche de restes de nourriture. La population est prise au piège d'une politique de siège collectif que des organisations humanitaires décrivent comme « l'une des plus graves de l'ère moderne ». Aujourd'hui, plus de 1,25 million de personnes vivent dans des conditions de faim qualifiées de « catastrophiques ». Selon les dernières estimations,

96 % de la population souffre d'insécurité alimentaire sévère, dont plus d'un million d'enfants. À cela s'ajoutent le manque d'eau potable, la propagation de maladies et l'effondrement total du système sanitaire. Face à ce drame, l'inaction internationale interroge. Si les appels à un cessez-le-feu et à la levée du blocus se multiplient, aucune mesure concrète ne permet, pour l'heure, de briser l'isolement imposé à Ghaza. Les quelques convois humanitaires autorisés sporadiquement ne suffisent pas à répondre à l'urgence : pour la population, chaque jour sans aide devient un compte à rebours vers l'irréversible. Dans ce contexte, les ONG tirent la sonnette d'alarme : la famine, si elle se poursuit, pourrait emporter des milliers de vies supplémentaires en quelques semaines. Les acteurs humani-

taires exhortent la communauté internationale à agir immédiatement pour ouvrir des couloirs humanitaires sûrs, garantir l'entrée des denrées de première nécessité et protéger la population civile. Pendant ce temps, à Ghaza, les enfants continuent de mourir, victimes silencieuses d'une guerre qui les prive de tout, jusqu'à la nourriture et à l'espoir. Une tragédie humanitaire qui, pour beaucoup, restera comme une tache indélébile sur la conscience collective mondiale. Sur le plan militaire, le bilan du génocide en cours est effroyable : depuis le 7 octobre 2023, l'agression israélienne a fait 57 882 martyrs et 138 095 blessés. Rien que depuis le 18 mars dernier, date de la reprise des bombardements après une trêve avortée, 7 311 personnes ont été tuées et 26 045 blessées. Ces dernières 24 heures, 59 nouveaux martyrs, dont 9 corps retirés des décombres, et 208 blessés ont été recensés. Parmi eux figurent 27 civils, tués par balles alors qu'ils attendaient une aide alimentaire près d'un centre de distribution au nord de Rafah. Au total, 805 Palestiniens ont péri et plus de 5 252 ont été blessés depuis le début des « massacres de l'aide » — ces exécutions collectives visant des civils affamés tentant d'obtenir un peu de nourriture.

M. Seghilani

CAMPS DE DÉPLACÉS PALESTINIENS Des frappes sionistes ont fait 60 morts

Depuis l'aube de ce samedi, plus de 60 Palestiniens ont trouvé la mort dans une nouvelle vague de raids aériens et de bombardements. Des quartiers entiers, des immeubles résidentiels, des tentes de déplacés à Ghaza-ville, Deir al-Balah ou Khan Younés ont été rasés. Parmi les victimes figure le jeune Youssef al-Zaq, ancien plus jeune prisonnier politique au monde, né en captivité en 2008, tué par un missile israélien visant son appartement familial. Des frappes ont également ciblé le marché populaire de Zawya, une tente près de l'université islamique et des habitations dans plusieurs quartiers densément peuplés. Dans le camp de réfugiés de Deir al-Balah, une famille entière, les Qurainawi, a été décimée dans sa tente. Une nouvelle boucherie a frappé Rafah : 30 civils ont été tués, 170 blessés par des tirs directs de l'armée israélienne contre des habitants faisant la queue pour recevoir une aide humanitaire américaine. Selon le bureau gouvernemental de Ghaza, ces « pièges mortels » ont fait jusqu'ici 773 martyrs, 5 101 blessés et 41 disparus.

M. S.

L'UNRWA SUR LES PRÉSOMES AIDES : «C'est une escroquerie meurtrière»

Le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a dénoncé ce samedi un « système de distribution de l'aide transformé en une escroquerie mortelle », visant à forcer les Palestiniens au déplacement et à approfondir la punition collective. Il rappelle qu'au plus fort de la trêve, 500 à 600 camions entraient chaque jour dans Ghaza. Aujourd'hui, à peine quatre points de distribution subsistent, contre 400 auparavant, alors que plus de 6 000 camions chargés de nourriture, de médicaments et d'articles de première nécessité restent bloqués depuis plus de quatre mois. Il rejette fermement les accusations israéliennes prétendant que les aides seraient détournées par la résistance palestinienne, affirmant qu'aucune preuve n'a jamais été produite. L'UNRWA et Médecins sans Frontières mettent en garde contre une crise sanitaire imminente. Sans eau potable, sans savon, dans des abris surpeuplés et sous une chaleur étouffante, les risques d'épidémies explosent. Les structures hospitalières, déjà ciblées par les bombardements, souffrent d'un effondrement total. Dans ses centres, Médecins sans Frontières alerte : le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë a quadruplé en deux mois, atteignant près de 1 000 cas dans une seule clinique de Ghaza.

M. S.

UE - ISRAËL

Pedro Sanchez appelle à la suspension immédiate de l'accord de partenariat

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a appelé ce vendredi à la suspension immédiate de l'accord de partenariat entre l'Union européenne et Israël, accusant ce dernier de commettre une véritable épuration génocidaire dans le territoire assiégé de Ghaza. Dans une intervention devant le Parlement espagnol, Sanchez n'a pas mâché ses mots à l'égard du gouvernement de l'occupation israélienne, qu'il a pointé du doigt pour ses exactions qui, selon lui, « resteront gravées comme l'un des chapitres les plus sombres du XXI siècle ». Rappelant qu'en février 2024, l'Espagne et l'Irlande avaient officiellement demandé à Bruxelles d'évaluer le respect par Israël des engagements inscrits dans l'accord de partenariat, le

chef du gouvernement espagnol a mis en avant les conclusions sans équivoque du rapport présenté le 23 juin par la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la sécurité, Kaja Kallas. « Le rapport démontre qu'il existe plus qu'assez de preuves attestant qu'Israël a violé l'article 2 de l'accord, qui repose sur le respect des droits de l'Homme », a insisté Sanchez. Malgré cela, l'Union européenne n'a, à ce jour, pris aucune mesure concrète contre Tel-Aviv. Une inaction qu'il juge insoutenable face à l'ampleur du drame humanitaire. « Personne ne peut piétiner les principes fondateurs de l'Union européenne, ni utiliser la famine comme arme pour anéantir un État légitime, la Palestine, tout en restant partenaire privilégié de

l'UE », a-t-il martelé. « Nous ne pouvons pas être complices, par notre indifférence ou par des calculs politiques, de la plus grande extermination de ce siècle », a encore souligné le Premier ministre, appelant à la cohérence entre les valeurs proclamées par l'Europe et ses actes. Pour rappel, l'accord de partenariat entre l'Union européenne et Israël a été signé à Bruxelles le 20 novembre 1995 et est entré en vigueur le 1er juin 2000, après ratification par les Parlements nationaux des États membres, le Parlement européen et la Knesset israélienne. La clause centrale de cet accord, l'article 2, stipule explicitement que les relations entre les deux parties doivent se fonder sur le plein respect des droits humains.

M.S.

20 000 SOLDATS SOUFFRENT DE TROUBLES PSYCHIQUES GRAVES

Tsahal, une armée de schizophrènes

Alors que l'attention médiatique se concentre principalement sur le bilan des morts et des blessés dans les rangs de l'armée de l'occupant sioniste, des révélations récentes mettent en lumière une autre réalité souvent passée sous silence : le coût psychologique de la guerre pour les soldats de l'occupant. D'après un reportage diffusé vendredi par la chaîne 12 de l'entité sioniste, plus de 20 000 soldats de l'armée de l'oc-

cupant souffrent aujourd'hui de troubles psychiques graves, conséquence directe de leur participation aux opérations militaires en cours. La journaliste Mikhaël Bilan précise que plus d'un tiers des blessés depuis le début du conflit sont en réalité des cas de traumatismes psychologiques, soulignant un « prix psychique » élevé que la société de l'occupant sioniste préfère ignorer. De son côté, Nir Dvori, analyste des affaires militaires pour la

même chaîne, rapporte que ces soldats présentent des symptômes sévères de stress post-traumatique (ESPT) et de réactions aiguës liées aux combats. Selon lui, ce chiffre alarmant de 20 000 cas pourrait doubler dans les mois à venir, compte tenu de la poursuite des opérations militaires et de l'escalade sur plusieurs fronts. Au sein des cercles sécuritaires et militaires de l'entité sioniste, ces chiffres commencent à inquiéter. Ils révèlent une crise silencieuse :

celle d'une armée de conscrits et de réservistes confrontés à la brutalité d'un conflit prolongé, dont les séquelles psychologiques pourraient marquer durablement la société de l'occupant sioniste. Pour l'heure, aucune réponse à la hauteur du phénomène n'a été annoncée par l'occupant sioniste, qui reste focalisé sur ses objectifs militaires tout en laissant des milliers de ses soldats livrés à leurs blessures invisibles.

M.S.

LE PRÉSIDENT DU LIBAN JOSEPH AOUN :

« Pas de normalisation avec l'entité sioniste »

Le président libanais Joseph Aoun a affirmé vendredi que la question de la normalisation des relations avec l'entité sioniste est « hors de propos pour le moment », réitérant la détermination de l'État à conserver l'exclusivité des armes sur tout le territoire national.



PH: DR

Lors d'une rencontre avec une délégation du Conseil des relations arabes et internationales à Beyrouth, le chef de l'État a précisé que « pour le Liban, la paix signifie l'absence de guerre, mais la normalisation avec l'entité sioniste n'a pas sa place dans la politique étrangère libanaise à l'heure actuelle ». Cette déclaration intervient en réponse aux propos du ministre des Affaires étrangères de l'entité sioniste, Gideon Sa'ar, qui avait exprimé le souhait de Tel-Aviv d'établir des relations normalisées avec le Liban et la Syrie. Concernant la question des armes, Aoun a rappelé que « la décision de confier l'usage des armes exclusivement à l'État est irrévocable, car elle constitue l'un des fondements essentiels de la souveraineté nationale ». Il a précisé que sa mise en œuvre tiendra compte de « l'intérêt

de l'État, de sa stabilité sécuritaire et de la préservation de la paix civile et de l'unité nationale ». Le président a également souligné que la décision de faire la guerre ou la paix revient uniquement au Conseil des ministres, qui statue selon l'intérêt suprême du Liban. Il a appelé toutes les forces politiques libanaises à coopérer avec l'État afin de protéger le pays des menaces et des défis, estimant que les évolutions régionales pourraient ouvrir la voie à la résolution de dossiers sensibles, notamment celui des armes en dehors de la légalité étatique. En ce qui concerne les relations avec la Syrie, Aoun a réitéré son attachement à des rapports bilatéraux « fondés sur le respect mutuel de la souveraineté », tout en refusant toute ingérence dans les affaires inté-

rieures de l'un ou l'autre pays.

SOUTIEN EUROPÉEN AU LIBAN

Dans le même temps, les ambassadeurs de l'Union européenne à Beyrouth ont exprimé, vendredi, leur soutien continu au Liban lors d'une rencontre avec le Premier ministre Nawaf Salam. Les diplomates ont réaffirmé leur engagement en faveur des réformes économiques et financières ainsi que de l'indépendance de la justice. Salam a remercié l'Union européenne pour son appui humanitaire et économique et a assuré que son gouvernement reste déterminé à étendre l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire libanais, conformément à l'Accord de Taëf. Il a rappelé que les pays européens ont apporté plus de 600 millions

de dollars aux zones affectées par les attaques de l'occupant sioniste, qualifiant ce soutien de « pilier essentiel pour renforcer la résilience des habitants et la stabilité interne ». Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de renouveler pour une année supplémentaire le mandat de la FINUL, la force de l'ONU déployée dans le Sud-Liban, saluant son rôle clé dans l'application de la résolution 1701 et le maintien de la sécurité à la frontière sud.

NOUVELLE ATTAQUE SIONISTE DANS LE SUD DU LIBAN

Sur le terrain, l'armée de l'occupant sioniste a poursuivi ses violations du cessez-le-feu, visant encore une fois le sud du pays. Samedi, un civil a été tué par un drone de l'occupant qui a frappé une maison dans la localité de Wata El-Khiam au sud du Liban, a annoncé le ministre de la Santé. Un drone a tiré deux missiles sur la ville de Khiam.

Cette attaque s'inscrit dans la poursuite des agressions de l'occupant sioniste contre des villages et localités du Sud, de la Bekaa et même la banlieue sud de Beyrouth, tout en maintenant son occupation de cinq points stratégiques au sud du pays.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 27 novembre 2024, les agressions de l'occupant sioniste contre le Liban ont fait 203 martyrs et 472 blessés à ce jour.

M. Seghilani

CISJORDANIE OCCUPÉE

Les villages palestiniens encerclés par l'expansion sioniste

La Cisjordanie occupée connaît une escalade sans précédent des activités de colonisation, encouragées et protégées par l'occupant sioniste et soutenues par sa machine politique et militaire. Face à cette expansion coloniale, les principales factions palestiniennes, notamment le mouvement Hamas et le mouvement Fatah, appellent à intensifier la résistance populaire et à poursuivre en justice les milices de colons pour crimes contre le peuple palestinien.

Des bulldozers de colons ont poursuivi hier leurs travaux de nivellement et de terrassement dans la localité de Raba, au sud-est de Jérusalem, afin d'étendre la mainmise coloniale sur cette zone stratégique. Des sources locales rapportent également l'installation de caravanes dans la plaine de Qaoun, à l'ouest du village de Bardala dans la vallée du Jourdain nord, marquant la création d'un nouveau point d'implantation illégal. Dans la région de Salfit, des colons ont dressé des tentes dans la partie ouest de Deir Istiya, l'une des zones les plus ciblées par la colonisation, où existent déjà neuf colonies et deux avant-postes pastoraux, constituant une menace directe pour l'existence des habitants palestiniens. À Ariha, des colons ont envahi samedi le village de Shallal Al-Auja, au nord de la ville, et ont laissé paître leur bétail jusque dans les zones résidentielles, causant des dégâts considérables aux pâturages et terres agricoles, comme l'a dénoncé l'Organisation Al-Baydar pour la défense des droits des Bédouins. Son coordinateur, Hassan Mlih-

hat, a dénoncé des incursions quotidiennes sous la protection directe de l'armée d'occupation, alimentant l'instabilité et la peur au sein des populations rurales sans aucune mesure de protection efficace.

APPELS À LA RÉSISTANCE ET À LA JUSTICE INTERNATIONALE

Face à cette intensification coloniale, la résistance palestinienne a réitéré l'appel à renforcer la résistance populaire, à activer les comités de protection et à répondre fermement aux « crimes croissants des milices de colons commis sous le couvert de l'occupant sioniste ». Le dirigeant du mouvement, Mahmoud Mardaoui, a fustigé l'inaction de l'Autorité palestinienne qu'il accuse de « complicité à travers la coordination sécuritaire », et a dénoncé le « vrai visage du régime criminel qui ne maîtrise que le meurtre et la destruction ». Il a plaidé pour une position nationale unifiée reposant sur une « résistance totale » afin de contrecarrer les plans de l'occupant visant annexion et déplacement. De son côté, Fatah a condamné une attaque meurtrière commise à Sinjil, au nord-est de Ramallah, où des milices de colons ont assassiné deux jeunes Palestiniens — Seifeddine Muslat, citoyen américano-palestinien, et Mohammad Chalabi — et blessé des dizaines d'autres. Le mouvement a dénoncé un « nettoyage ethnique organisé » orchestré par la « gouvernance sioniste d'extrême-droite », et a appelé à la mobilisation populaire, au renforcement des comités d'auto-défense et à la poursuite de l'occupant et de ses milices

devant les instances judiciaires internationales. Fatah a également exhorté la communauté internationale à agir pour stopper ces crimes, et l'administration américaine à assumer sa responsabilité après le meurtre de l'un de ses ressortissants.

ARRESTATIONS, PERQUISITIONS ET RESTRICTIONS MILITAIRES

Dans le même temps, l'armée de l'occupant sioniste a arrêté samedi un Palestinien dans la localité de Sa'ir, à l'est d'Eikhalil, après avoir pris d'assaut sa maison et fouillé ses biens. Des incursions similaires ont eu lieu à Halhoul et à Deir Samet, où plusieurs habitations ont été fouillées, notamment celles de proches du martyr Mahmoud Abed. Les forces de l'occupant ont également confisqué un véhicule appartenant à un habitant de Deir Samet, Iyad Mahmoud Safi Al-Hroub, et maintiennent le blocus des principaux accès aux villes, camps et villages de la région d'Hébron, multipliant les postes de contrôle militaires et électroniques dans la vieille ville et sur les routes principales. Les incursions répétées, l'expansion des colonies et les violences des milices de colons, systématiquement protégés par l'armée d'occupation, aggravent le climat de tension et menacent la stabilité de milliers de familles palestiniennes. Faute de protection efficace, ces attaques ciblent pâturages, cultures et maisons, menaçant la présence palestinienne dans les zones rurales et périphériques de la Cisjordanie occupée.

M. S.

ÉTATS-UNIS – ROYAUME-UNI La contestation s'intensifie contre l'AIPAC et l'interdiction de « Palestine Action »

Des étudiants et militants américains ont organisé un sit-in devant le siège du Comité des affaires publiques américano-israélien (AIPAC) à Chicago, dans l'État de l'Illinois, pour exiger la poursuite en justice de la direction de ce puissant lobby qu'ils accusent de soutenir l'« extermination » en cours dans la bande de Gaza. Les manifestants brandissaient des pancartes portant les slogans « AIPAC criminel de guerre » et « Arrêtez Netanyahu », dénonçant l'organisation comme une pièce maîtresse de la machine de guerre responsable du massacre de civils palestiniens. Les organisateurs ont souligné que cette action s'inscrit dans une série de mobilisations visant à dénoncer l'escalade des bombardements et des crimes de l'occupant sioniste, tout en appelant l'administration américaine à tenir l'AIPAC et ses dirigeants pour responsables de crimes de guerre.

AU ROYAUME-UNI, LA RÉSISTANCE CIVILE S'ORGANISE

En parallèle, le Times britannique rapporte que les partisans de la mouvance « Palestine Action », désormais interdite, promettent de rendre son interdiction inapplicable en multipliant les marches de masse et les actes de désobéissance civile. Huda Ammouri, jeune activiste irako-palestinienne de 31 ans et cofondatrice de ce réseau militant, a exhorté ses soutiens à transformer le bannissement en un échec. Lors d'une réunion sur Zoom, elle a déclaré : « Ma confiance envers des gens comme vous est immense. Vous voir descendre dans la rue nous donne du courage et montre que nous sommes une force qu'il est impossible d'ignorer lorsque nous agissons ensemble. » Cette mobilisation survient alors que 29 militants, dont la révérée Sue Parfitt, 83 ans, ont été arrêtés la semaine dernière pour avoir brandi des pancartes « Je soutiens Palestine Action », quelques heures seulement après l'entrée en vigueur de la loi classant le mouvement comme organisation terroriste — un soutien désormais passible de 14 ans de prison.

UNE CAMPAGNE DE DÉSOBÉISSANCE ASSUMÉE

Selon le Times, Ammouri soutient une stratégie de saturation du système judiciaire par des arrestations massives et coordonnées. De nouveaux rassemblements sont prévus ce samedi à Londres, Cardiff et Manchester via l'application cryptée Signal, malgré les risques élevés d'arrestations supplémentaires. Une note interne de 9 pages, distribuée aux manifestants, recommande de rester calmes lors des arrestations « pour marquer visuellement la désobéissance », d'apporter des téléphones jetables pour protéger leur vie privée, et même des livres pour passer le temps en cellule. Un activiste vétérinaire, arrêté plus de 100 fois, a encouragé ses camarades : « La pire chose que nous puissions faire, c'est céder à la peur. Il faut agir, et vous verrez que c'est libérateur et vital. »

Si certains d'entre vous se sentent déprimés, la mobilisation est un antidote puissant. Le chef de la police métropolitaine se retrouve sous le feu des critiques après avoir autorisé l'arrestation d'une octogénaire pour une pancarte dénonçant le génocide, jugée par beaucoup comme un gaspillage de ressources publiques et une attaque contre la liberté d'expression. A Londres, la manifestation doit débuter à 13h (heure locale) sur la Parliament Square, tandis qu'à Manchester, le rassemblement est prévu à 14h30. Les organisateurs fournissent banderoles, « cartes d'arrestation » avec les contacts d'avocats et messages pré-rédigés à lire au poste de police.

M.S.

LA JUNTE MALIENNE PROMULGUE UNE LOI LUI PERMETTANT UN POUVOIR ILLIMITÉ

Assimi Goïta, un Président à vie ?

Le général Assimi Goïta, chef de la junte malienne au pouvoir depuis les putschs opérés en août 2020 puis en mai 2021, chercherait-il à s'octroyer un pouvoir à vie ?

C'est du moins ce que suggère la loi qui vient d'être promulguée et lui permettant de se maintenir au pouvoir jusqu'à 2030 au moins.

Le régime militaire lui a accordé un mandat de président de cinq ans, renouvelable « autant de fois que nécessaire » et sans élection. La promulgation de la loi, attendue depuis plusieurs jours, maintient donc Assimi Goïta à la tête de l'État jusqu'à au moins 2030. La promulgation de la loi, annoncée jeudi dernier, dans un document diffusé sur les réseaux sociaux et authentifié de source officielle, prévoit de maintenir l'homme fort de Bamako durant les cinq prochaines années au moins. « Il remplit les fonctions de chef de l'État (...) jusqu'à la pacification du pays, à compter de la promulgation de la présente charte », selon la loi. Arrivée au pouvoir au Mali à la suite de deux coups d'État en 2020 et 2021, la junte malienne s'était engagée à remettre le pouvoir aux civils au plus tard en mars 2024. Mais cinq ans plus tard, rien n'y est fait. Le président de la transition, les membres du gouvernement et les membres de l'organe législatif installé par les militaires sont éligibles à la présidentielle et aux élections générales. Toutefois, la durée du mandat peut être « écourtée dès que les conditions permettant l'organisation d'une élection présidentielle transparente et apaisée sont réunies », prévoit le texte.

Pour la loi promulguée, elle vient appliquer les recommandations faites à

DUS AU CHOLERA ET AU MPOX L'Afrique enregistre plus de 4 200 décès en 2025

L'Afrique a enregistré plus de 4 200 décès dus aux épidémies de choléra et de mpox dans différentes parties du continent en 2025, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Lors d'une conférence de presse en ligne jeudi soir, Yap Boum Il, responsable adjoint des incidents pour le mpox au CDC Afrique, a déclaré que le choléra et le mpox constituent les principales épidémies jusqu'à présent en 2025, causant 4 275 décès depuis le début de l'année. Les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine montrent que depuis le début de l'année, quelque 21 pays africains ont enregistré 176 136 cas suspects de choléra et 3 697 décès liés à cette maladie. Le manque d'eau propre et salubre a été identifié comme le principal facteur des épidémies récurrentes de choléra en Afrique, qui sont encore aggravées par des systèmes de santé mis à rude épreuve alors que le continent est confronté à un certain nombre d'épidémies et de situations d'urgence en matière de santé publique. Selon le CDC Afrique, quelque 23 pays africains ont également enregistré 79 024 cas de mpox et 578 décès liés à cette maladie depuis le début de l'année 2025.

R. I.



l'issue d'une concertation nationale organisée par la junte au pouvoir fin avril. Cette concertation nationale – marquée par la présence des soutiens du régime, mais boycottée par la plupart des formations politiques – avait également demandé la dissolution des partis et des restrictions à leur possibilité d'en créer.

Il convient de rappeler que lors d'une manifestation publique à Bamako, des partis politiques avaient accusé la junte

de chercher leur dissolution. Ce rassemblement de partis, qui s'est tenu en mai dernier, sous une haute surveillance policière, avait réuni plusieurs centaines de personnes et revêtu un caractère exceptionnel, dans un contexte de répression de toute voix discordante. Depuis, la junte a annoncé la dissolution des formations et des organisations politiques maliennes. Leurs membres ont été interdits de réunion par les militaires.

R. I.

CENTRAFRIQUE

Les élections locales, législatives et présidentielle prévues décembre 2025

Le Premier ministre centrafricain, Félix Moloua, a annoncé vendredi que les élections locales, initialement prévues pour le 30 août, se tiendront désormais en décembre prochain, en même temps que les élections législatives et la présidentielle. Selon une note publiée sur le site de la Primature, M. Moloua a fait cette déclaration lors d'une réunion du comité stratégique d'appui au processus électoral. Il a précisé que cette décision vise à rationaliser le calendrier électoral et à optimiser les ressources mobilisées pour l'organisation des différents scrutins. Ce nouveau report des élections locales intervient alors que l'Autorité nationale des élections (ANE) a publié, le même jour, un communiqué faisant le point sur l'état d'avancement des opérations de recensement électoral. D'après les données actualisées, le fichier électoral provisoire consolidé compte 2 391 977 électeurs inscrit, contre 1 634 111 lors du scrutin de 2020.

R. I.

LA ZAMBIE A SES RESSORTISSANTS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE AUX ÉTATS-UNIS :

« Nous vous encourageons à rentrer volontairement »

La Zambie invite ses ressortissants en situation irrégulière aux États-Unis à rentrer volontairement au pays. Le pays d'Afrique australe figure parmi les 36 États susceptibles d'être ajoutés à l'interdiction de voyage élargie envisagée par l'administration Trump. Le gouvernement zambien a appelé, vendredi, ses ressortissants vivant à l'étranger, notamment aux États-Unis, à envisager un retour volontaire au pays s'ils ne disposent pas d'un statut d'immigration régulier, alors que l'administration Trump envisage d'interdire l'entrée aux

citoyens de 36 nouveaux pays. Il convient de rappeler que le mois dernier, le président Donald Trump a signé une proclamation interdisant l'entrée sur le territoire américain aux ressortissants de 12 pays, une mesure justifiée selon lui par la nécessité de protéger les États-Unis contre les « terroristes étrangers » et d'autres menaces à la sécurité nationale. Dans une note d'information adressée à ses ressortissants, le ministère zambien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a rappelé que « les États-Unis ont annoncé plusieurs mesures importantes

pour renforcer la protection de leurs frontières et faire respecter leurs lois migratoires par tous les ressortissants étrangers ». Il a ainsi exhorté les Zambiens à se tenir informés des lois en vigueur, à respecter scrupuleusement les règles migratoires, à maintenir un statut régulier et à envisager un départ volontaire. « Nous encourageons les Zambiens [...] en situation irrégulière à envisager sérieusement un retour volontaire en Zambie, afin de garantir un retour digne dans leur pays d'origine », précise le communiqué.

Agences

CAMEROUN L'élection présidentielle fixée au 12 octobre prochain

L'élection présidentielle au Cameroun est prévue le 12 octobre prochain, indique un décret portant convocation du corps électoral signé vendredi par le président Paul Biya. D'après le calendrier publié par Elections Cameroon (ElecCam), l'organe chargé de l'organisation des scrutins, les candidats à la magistrature suprême ont jusqu'au 21 juillet pour déposer leur dossier. La liste définitive des candidatures retenues sera publiée au plus tard le 11 août, alors que la campagne électorale, quant à elle, débutera le 27 septembre et s'achèvera le 11 octobre. Par ce décret portant convocation du corps électoral, les inscriptions sur les listes électorales sont suspendues, ElecCam ayant mis en ligne la liste électorale provisoire, qui compte 7,8 millions d'électeurs inscrits.

R. I.

700 FAMILLES FUIENT LA VILLE DE BARA EN RAISON DES ATTAQUES ARMEES

Les FSR sèment la terreur au Soudan

Quelque 700 familles au Soudan ont été poussées jeudi à fuir l'État de Kordofan-Nord, dans le gouvernorat de Bara, au sud du pays, en raison des attaques des Forces de soutien rapide (FSR), en conflit avec l'armée gouvernementale depuis avril 2023, a indiqué l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). « 700 ménages ont été déplacés jeudi depuis plusieurs zones de Kordofan-Nord dans la ville de Bara, en raison de l'insécurité croissante provoquée par les attaques des FSR », a précisé vendredi l'agence onusienne dans un communiqué. Déplorant cet état de fait, l'OIM a averti que « la situation reste tendue et extrêmement volatile dans plusieurs régions du Soudan, du fait des attaques des FSR qui s'en prennent aux civils ». La ville de Bara occupe une position stratégique, reliant les régions du Kordofan (sud du Soudan) et du Darfour (ouest) à la capitale Khartoum par une route nationale menant à Omdurman, à l'ouest de Khartoum. En cours depuis avril 2023, le conflit au Soudan a fait des milliers de morts, déplacé des millions de personnes et provoqué une crise humanitaire sans précédent. Selon les Nations unies, citant les dernières données de l'IPC (Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire), plus de 24 millions de personnes, soit la moitié de la population, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

R. I.

A DEUX ANS DE LA PRÉSIDENTIELLE Kenya, la nouvelle commission électorale prête serment

Les membres de la Commission électorale indépendante (IEBC) du Kenya ont prêté serment vendredi, ouvrant la voie à la préparation des élections présidentielles de 2027 dans ce pays d'Afrique de l'Est. La commission joue un rôle crucial, elle est en charge de l'organisation et de la supervision des élections, du dépouillement, ainsi que de l'inscription des électeurs et des candidats. « Les enjeux ne peuvent pas être plus élevés », a déclaré à l'issue de la cérémonie d'investiture la présidente de la Cour suprême, Martha Karua. « Vous prenez vos fonctions à un moment où notre nation traverse une période de grande réflexion, où les Kényans, et plus particulièrement nos jeunes, expriment leur mécontentement et leur frustration à l'égard des institutions publiques. De tous côtés, notre pays réclame l'intégrité », a-t-elle poursuivi.

R. I.

BOUMERDÈS. UNIVERSITÉ M'HAMED BOUGUERRA

Accord de coopération avec Huawei Télécommunications

L'université M'hamed Bouguerra de Boumerdès a signé mercredi un accord de partenariat et de coopération avec Huawei Telecom, branche Algérie, pour la création d'une académie spécialisée dans la formation et les stages des étudiants dans les domaines des technologies avancées et des logiciels.



PH: DR

L'accord a été signé par le recteur de l'université de Boumerdès, Nouredine Baki, et le vice-président de Huawei Algérie, Alex Liu, lors de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2024-2025, en présence d'un représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de représentants de plusieurs instances et organisations, ainsi que d'étudiants. Dans une déclaration à l'issue de la signature de l'accord, le recteur de l'université a indiqué que Huawei est "un pionnier des technologies numériques modernes et s'intéresse de près aux talents diplômés chaque année de l'université de Boumerdès". Il a

ajouté que les étudiants du département informatique et logiciel de l'université "bénéficieront de plusieurs avantages dans le cadre de cet accord, dont, la formation, les stages et le transfert des technologies modernes dans le domaine des communications et de la numérisation". Dans un discours prononcé à l'ouverture de la cérémonie de clôture de l'année universitaire, M. Baki a révélé que 63 professeurs de la catégorie "A" ont été promus au rang de professeur de l'enseignement supérieur et 86 professeurs de la catégorie "B" ont été promus au rang de professeur

de la catégorie "A" au cours de cette année. Il a ajouté que l'année universitaire s'est achevée par la soutenance de 96 thèses de doctorat, dont 74 pour le doctorat de troisième cycle et 22 pour le doctorat en sciences. L'année universitaire a également connu la promotion de 5 professeurs de l'enseignement supérieur au rang de professeur émérite, outre la remise de diplômes à 10.170 étudiants. "L'université s'est attelée à réunir les conditions appropriées pour assurer son bon fonctionnement sur le plan scientifique et pédagogique", a-t-il conclu.

PROCHAINE RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Création d'une école supérieure des enseignants

Une école supérieure de formation destinée aux enseignants du cycle primaire entrera en service dès la prochaine année universitaire 2025/2026 au sein de l'université de Boumerdes, M'hamed Bouguerra, a fait savoir un responsable de cette dernière. Le recteur de l'université M'hamed Bouguerra, Nouredine Abdelghani, a indiqué hier jeudi, dans une déclaration à l'APS en marge d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), consacrée à l'examen de divers

dossiers de développement, que cette université "renforcera" ses structures avec une école supérieure des enseignants du primaire dans un premier temps, et que cette expérience sera élargie à l'avenir aux autres cycles de l'enseignement. Selon le recteur, cette initiative s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de l'Enseignement supérieur visant à consolider la numérisation et à généraliser l'utilisation de la langue anglaise dans l'enseignement primaire, estimant que cette filière

pedagogique "va promouvoir les compétences de l'enseignant et améliorer la communication linguistique entre les enseignants". Pour rappel, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avait annoncé en mars dernier, dans un communiqué, le projet de création d'écoles supérieures des enseignants dans les pôles universitaires, l'ouverture d'annexes dans certaines universités, et la possibilité d'orienter les bacheliers de la session juin 2025, filière littéraire, vers des

spécialités scientifiques modernes. Dans un autre contexte, le recteur Abdelghani a souligné que les différentes facultés et instituts de l'université M'hamed Bouguerra ont remporté 16 labels "projet innovant" sur les 348 projets réalisés au titre de l'année universitaire 2024/2025.

Il a également relevé les "efforts consentis" au niveau de son université pour "l'accompagnement des start-up et des entreprises économiques et la consolidation et la culture de l'entrepreneuriat".

EL-BAYADH. SECTEUR DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Plus de 7.100 stagiaires diplômés

Plus de 7.100 stagiaires ont été, récemment, diplômés dans le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya d'El Bayadh, à l'occasion de la clôture de l'année de formation 2024-2025, a-t-on appris du directeur du secteur, Abderrezak Goudjil. Parmi cet effectif, plus de 2.900 diplômés sont des jeunes bénéficiaires de l'allocation-chômage, a précisé le même responsable à l'APS, ajoutant que "près de 5.000 autres stagiaires poursuivent actuellement leur formation dans les différents établissements de la wilaya". Les diplômés sortants ont obtenu, selon les spécialités et les types de formation, des certificats de technicien supérieur, de technicien, de maîtrise professionnelle et de compétence professionnelle, entre autres, a-t-il détaillé. Par ailleurs, dans le cadre des efforts d'accompagnement des stagiaires, 11 conventions de partenariat et de coopération ont été conclues cette année avec divers secteurs et partenaires, tant au niveau local que national. Ces conventions portent notamment sur la formation, l'encadrement et l'organisation de stages pratiques sur le terrain au profit des stagiaires du secteur. En prévision de

la rentrée de formation professionnelle 2025-2026, dont les inscriptions débuteront le 27 juillet en cours via la plateforme numérique mise en place par le ministère de tutelle, plus de 5.000 postes de formation ont été ouverts dans la wilaya, répartis sur plus de 160 spécialités au sein de 26 établissements de formation, dont deux instituts nationaux spécialisés, dix centres de formation et quatorze annexes. Il est également prévu d'ouvrir près de 60 nouvelles spécialités lors de cette session, en

réponse aux besoins du marché du travail. Ces spécialités concernent, notamment, les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique, de l'industrie et des services, entre autres. Des campagnes de sensibilisation seront organisées tout au long de la période d'inscription, afin d'inciter les jeunes à rejoindre les établissements de formation professionnelle, leur permettant ainsi d'acquiescer un métier et de s'insérer dans le monde du travail, a-t-on souligné.

AÏN-TÉMOUCHENT. INVESTISSEMENT

Plus de 6 hectares pour accueillir de nouveaux projets industriels

Une superficie de plus de 6,85 hectares a été réservée pour accueillir de nouveaux projets d'investissement dans la zone industrielle de Tamazoura, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris, jeudi, du directeur local de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Djawad Rahali. Cette réserve foncière "se compose de 10 lots d'une superficie variant entre 2.323 et 19.626 mètres carrés, destinés à abriter des projets principalement dans les domaines de l'industrie du marbre, du verre plat, des pneumatiques, des pièces de rechange, ainsi que dans l'électronique liée à l'énergie solaire et l'industrie chimique en rapport avec la production pharmaceutique", a précisé le même responsable.

OUARGLA. SANTÉ

Remise d'équipements médicaux pour hémophiles sur initiative de Sonatrach

Des équipements médicaux destinés à des personnes atteintes d'hémophilie ont été remis par l'association des malades hémophiles d'Ouargla, sur une initiative du groupe Sonatrach, à l'occasion de la célébration de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, a-t-on appris jeudi auprès de l'association. Ces équipements, remis à des malades à mobilité réduite adhérents à l'association précitée, consistent en six (6) motocyclettes électriques, susceptibles de faciliter leurs déplacements pour leurs soins, a précisé à l'APS la présidente de l'association, Malika Lamri. Cette initiative de solidarité de la part de Sonatrach, traduisant son rôle de partenaire social en tant qu'entreprise citoyenne et contribuant à la prise en charge des catégories aux besoins spécifiques, est marquée par une remise d'équipements adaptés à la nature de l'handicap, a-t-elle ajouté. Pour une meilleure prise en charge de cette catégorie de malades, la présidente de l'association des malades hémophiles d'Ouargla estime, par ailleurs, "nécessaire" l'ouverture d'un centre régional qui regrouperait les différentes spécialités médicales que nécessite le protocole sanitaire précis des malades hémophiles, en vue d'éviter une détérioration de leur état de santé, et l'apparition de l'handicap et de l'infirmité. Pour sa part, le directeur de la Santé et de la Population de la wilaya d'Ouargla, Dr. Ahmed Sengari, a assuré du soutien des malades hémophiles de la wilaya et leur prise en charge, en leur assurant les soins nécessaires et la mobilisation de praticiens spécialistes.

NAËMA. CENTRE UNIVERSITAIRE

Soutenance du premier mémoire de master en génie électrique dans le cadre d'une startup

L'incubateur d'entreprises du centre universitaire Salhi Ahmed de Nâama a accueilli, récemment, la soutenance du premier mémoire de fin d'études de master 2 en génie électrique, réalisé dans le cadre du décret ministériel 1275 relatif au diplôme-startup, a indiqué Mohamed Mokhtar Mansouri, directeur de la pépinière. Le projet, intitulé "Dronique DZ", porte sur la conception et la réalisation d'un drone équipé d'une caméra thermique, destiné à détecter les défaillances techniques des panneaux solaires et a été élaboré par les étudiants Bencheikh Omar El Farouk et Benamer Hadj Ahmed. Il s'agit du premier projet de startup dans la spécialité de génie électrique au niveau de l'Institut des sciences et technologies du centre universitaire de Nâama, a précisé le même responsable. Le prototype de ce projet innovant a été testé avec succès, démontrant sa capacité à décoller et à se stabiliser en vol, offrant ainsi une solution intelligente et rapide pour l'inspection et la maintenance des centrales solaires, selon la même source. Le projet comprend également le développement d'une plateforme numérique spécialisée, utilisant des technologies d'intelligence artificielle pour recevoir, traiter et analyser les images thermiques capturées en vue de diagnostiquer avec précision les anomalies dans les installations solaires.

CONSTANTINE. COMMUNE D'AIN ABID

Une dynamique de développement soutenue

Le développement local dans la commune d'Ain Abid, située au sud-est de Constantine, a connu, ces dernières années, une dynamique soutenue, dictée par la transition socioéconomique et démographique de cette collectivité locale.

Compte tenu du caractère rural et agricole de la commune d'Ain Abid, une région étroitement liée aux Offensives du Nord-Constantinois du 20 août 1955, et son emplacement stratégique sur la route nationale (RN) 20 reliant Constantine à Guelma avec des bretelles vers Annaba, la commune d'Ain Abid se distingue par une vigueur de développement basée essentiellement sur la modernisation et le renforcement des infrastructures et la diversification de l'économie, selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Abdelmalek Medjmedj. Le développement local à Ain Abid "n'est plus une option, mais un enjeu stratégique que les responsables locaux s'attèlent à réussir pour un avenir durable et inclusif", a indiqué le même responsable, précisant que les efforts de développement ont touché tous les secteurs, contribuant ainsi à une amélioration palpable du cadre de vie de la population ciblée

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT POUR UN AVENIR MEILLEUR

La mise à niveau et la consolidation des infrastructures de base, à travers la réhabilitation et la réalisation de routes, figurent parmi les actions prioritaires entreprises par les responsables locaux qui se sont penchés, depuis 2024, sur le développement de ce secteur névralgique en rapport direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens et l'accompagnement des efforts du développement économique engagés dans cette région. L'année précédente, une dizaine de projets liés aux routes ont été lancés



pour améliorer la mobilité des citoyens entre les différentes localités de cette commune et les autres régions de la wilaya, surtout vers la commune d'El Khroub, a-t-on souligné, précisant qu'il s'agit notamment de réaliser une double voie de plus de 1 km entre la localité de Chaâoua et le pôle urbain du 5-Juillet 1962, de réhabiliter plus de 10 km de chemins communaux (CC) et d'aménager plus de 5 km de routes traversant des lotissements urbains et la zone d'activité.

Depuis 2024, une enveloppe financière de quelque 3 milliards de dinars a été mobilisée pour la modernisation et la consolidation de l'éclairage public et la reprise des voiries et réseaux de drainage des eaux pluviales à travers plusieurs lotissements et quartiers de la commune, en plus d'une opération de raccordement à l'électricité rurale ciblant des habitants de la localité Bordj M'hiris pour un budget de 66 millions de dinars. Durant la même période, plusieurs opérations de développement portant sur l'aménagement de la gare routière de la commune, la réalisation d'annexes des services de l'état-civil, la réalisation d'un stade de football dans la localité de Bordj M'hiris et la mise à niveau des jardins publics, ont été réalisées à la grande satis-

faction des habitants de cette commune.

Au plan de la santé, la commune d'Ain Abid vient d'être renforcée par deux salles de soins, en plus de la réhabilitation de l'établissement public de santé de proximité (ESPS) situé au centre de la commune, tandis qu'en matière d'eau potable, d'importants efforts ont été déployés pour le raccordement de 3 localités rurales au réseau d'alimentation en eau potable moyennant un budget de 190 millions de dinars, en plus de la réalisation d'un réservoir d'eau potable de 3.500 m3 dans la localité de Mazela au profit des habitants du pôle urbain de 4.000 logements (cité du 5 juillet 1962)

UN PÔLE URBAIN DE QUALITÉ

S'agissant du logement, la commune d'Ain Abid s'est considérablement transformée avec la réception du pôle urbain du 5 juillet 1962, devenant une destination prisée par la population constantinoise qui a beaucoup apprécié la qualité des logements publics locatifs (LPL), réalisés selon les normes internationales (projet lancé fin 2015 et réceptionné en 2017), a-t-on rappelé. Les habitants de ce pôle urbain dont la majorité sont issus de quartiers de la ville de Constan-

tine (relogés dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire), ont vite adopté le lieu, pourtant distant de 45 km du chef-lieu de wilaya, au regard de la qualité des logements construits qualifiée par certains d'"impressionnante". Des logements qui "n'ont rien à envier à la qualité des appartements de luxe", confie Ryad, ancien habitant du Boulevard Mohamed Belouizdad (ex Saint-Jean) de Constantine. Le complexe agro-touristique "Etoile de l'Est" qui s'étend sur 200 hectares dont 60 ha d'arbres fruitiers, 100 ha de céréales et de légumineuses, en plus de l'élevage équin et des espaces de distraction et de détente (chalets, camping, équitation, restauration et plage artificielle) a également considérablement contribué à la promotion de la destination Ain Abid.

Cette région où des monuments archéologiques ont été récemment découverts, s'emploie à promouvoir les activités économiques et industrielles à travers la réalisation d'une mini zone d'activité (24 lots) qui vient s'ajouter à la zone d'activité existante, constituée d'une trentaine de lots raccordés à tous les réseaux, en attendant la réception du parc industriel s'étendant sur 600 hectares dans la zone de Douamès, à l'entrée d'Ain Abid.

BATNA. CENTRE UNIVERSITAIRE DE BARIKA

Ouverture de 4 nouvelles filières dès la prochaine rentrée universitaire

Au total, 4 nouvelles filières de master seront ouvertes dès la rentrée universitaire 2025-2026 au Centre universitaire "Martyr Ahmed Ben Abderrezak Hamouda, dit Si El Haouès" de Barika (wilaya de Batna), a indiqué, mercredi, la directrice de cet établissement d'enseignement supérieur, Chahira Boulahia. Ces nouvelles filières concernent l'enseignement du droit (3 spécialités) et des sciences et technologies (1 spécialité), a-t-elle précisé au cours d'une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de clôture de l'année universitaire 2024-2025, ajoutant que la commission pédagogique nationale (CPN) a également approuvé l'intégration des spécialités de la traduction (arabe, français, anglais) et des sciences de l'habitat parmi les disciplines enseignées au centre. Mme Boulahia a, par ailleurs, indiqué que le programme d'enseignement à distance de rang master, relatif à la gestion des infrastructures touristiques, ouvert au cours de l'année universitaire 2024-2025, a attiré des étudiants de différentes régions du pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de tutelle visant à promouvoir la numérisation et l'enseignement à distance, a encore précisé la directrice du centre. Le nombre d'étudiants diplômés du centre universitaire de Barika, au titre de la promotion 2025, a atteint 1.732 étudiants dans différentes spécialités.

KHENCHELA. ÉDUCATION

174 millions DA pour réaliser et équiper 5 cantines et 20 classes d'extension

Une enveloppe financière de 174 millions DA a été octroyée dans la wilaya de Khenchela pour la réalisation et l'équipement de cinq cantines scolaires et 20 classes d'extension, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de l'éducation, Bachir Bouderbala. Dans une déclaration à l'APS, M. Bouderbala a indiqué que la réalisation de cinq cantines scolaires et 20 classes d'extension pour le palier primaire sera prochainement lancée pour une enveloppe financière de 174 millions DA du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales. La prochaine rentrée scolaire verra la mise en service de trois établissements scolaires du cycle primaire dans les communes de Khenchela, El Mehmél et Kaïs, d'un CEM dans la nouvelle ville Mostefa Ben Boulaid de Khenchela et d'un nouveau lycée dans la commune de R'mila, a ajouté le même responsable. Dans le cadre des préparatifs de la prochaine année scolaire, le suivi est assuré pour les projets de réalisation de 50 classes d'extension, 10 classes de remplacement, deux unités de dépistage et de suivi sanitaire en milieu scolaire (UDS) et la réhabilitation de 27 établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement en prévision de leur mise en service en septembre prochain, selon la même source.

MASCARA. DIRECTION DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Lancement de la "Caravane des récitateurs du Coran d'Algérie"

La "Caravane des récitateurs du Coran d'Algérie" a été lancée, vendredi dans la wilaya de Mascara, sous le slogan : "La lumière du Coran est notre guide, le souvenir des hommes libres est notre serment".

La première étape de cette caravane, organisée par la Direction des affaires religieuses et des Wakfs en coordination avec la Direction du tourisme et de l'artisanat, a eu lieu à la mosquée centrale "Imam Mouslim", où des lectures du Saint Coran ont été présentées par des récitateurs renommés au niveau national, parmi lesquels Abdela-

ziz Sahim, Abdelkarim Belhacen et Abdelmounaim Baroudi. Cette caravane sillonne, pendant trois jours, les mosquées des communes de Mascara, Kharouba, Ghriiss, Tighennif, Oued Taria, Mohammadia, Froha, El Bordj, Aïn Fares et Bouhanifia.

Elle comprendra des lectures du Saint Coran avec la participation de dix récitateurs venus de différentes régions du pays, a indiqué le directeur des Affaires religieuses et des Wakfs, Ali Zenadra, à l'APS. Dans le cadre de cette manifestation religieuse, diverses activités seront organisées, telles que des invocations et chants reli-

gieux (madih) avec la participation d'élèves issus d'écoles coraniques et de zaouïas de la wilaya. Des leçons et conférences religieuses seront également dispensées par des imams et cadres de la direction, portant sur les mérites de la mémorisation et de la récitation du Coran. La caravane se clôturera par une cérémonie religieuse à la mosquée "Othmane Ibn Affane" de Mascara, au cours de laquelle les récitateurs participants seront honorés, ainsi que des jeunes mémorisateurs du Livre Saint âgés de 9 à 14 ans, inscrits dans les écoles coraniques de la wilaya, selon M. Zenadra.

À PROPOS DE L'ENQUÊTE VISANT L'ALGÉRIE DANS LA CAN FÉMININE
La CAF fait machine arrière

**S
T
R
O
P
S**



Phs : DR

Des sources bien informées ont révélé que la Confédération africaine de football (CAF) a renoncé à l'enquête qu'elle avait annoncée concernant l'équipe féminine d'Algérie, ouverte à la suite d'accusations de violations des règlements de la CAF lors de la Coupe d'Afrique des Nations féminine actuellement en cours au Maroc.

Ce revirement est survenu quelques heures seulement après l'annonce de l'ouverture de l'enquête, ce qui soulève des questions quant au sérieux de la CAF dans sa gestion des affaires sportives en dehors de toute pression médiatique ou politique. Les mêmes sources indiquent que la CAF a lancé cette enquête

en réponse à des pressions médiatiques marocaines, qui ont accusé l'équipe féminine algérienne d'avoir apposé un ruban adhésif sur le logo d'un club marocain composé de la carte géographique de son pays incluant les territoires de la République arabe sahraouie démocratique, un logo visible sur les sièges des remplaçantes au stade de Casablanca, sans vérifier la véracité de ces accusations ni chercher à établir les faits sur le terrain.

L'affaire a connu un tournant décisif avec la publication d'une vidéo claire montrant qu'un membre du staff de la CAF avait lui-même recouvert les logos en question, ceux-ci étant considérés comme non conformes aux règles de la CAN féminine, et sans rapport avec la compétition en cours.

Cette vidéo a démontré de manière irréfutable que les joueuses algériennes n'avaient aucun lien avec cet acte, et qu'il s'agissait en réalité de mesures organisationnelles habituelles prises par la CAF pour garantir qu'aucune publicité ou logo non liés à la compétition ne soit visible.

Cette révélation embarrassante pour la CAF a mis en évidence que sa décision ini-

tiale d'ouvrir une enquête était précipitée et mal fondée, d'autant plus qu'elle est elle-même l'organisatrice du tournoi et qu'elle aurait pu vérifier les faits avant de communiquer officiellement.

La Fédération algérienne de football (FAF) a joué un rôle central dans la révélation de la vérité, en intervenant rapidement et en publiant des preuves visuelles qui ont totalement réfuté les accusations portées contre l'équipe nationale féminine.

La FAF a agi avec un grand professionnalisme, ne se contentant pas de démentir, mais en fournissant des preuves tangibles de l'innocence de l'équipe féminine. Cette position ferme a contraint la CAF à revenir sur sa décision et à abandonner l'enquête, soulignant ainsi la force des faits face aux allégations infondées.

Cette affaire a mis, encore une fois, la CAF dans une position délicate, difficilement défendable, surtout en tant qu'organe organisateur de la compétition. Elle aurait dû faire preuve de neutralité et ne pas céder aux rumeurs relayées sur les réseaux sociaux.

Hakim S.

CONVOITÉ PAR DES CLUBS DU VIEUX CONTINENT

Pourquoi Aouar envisage un retour en Europe

L'éventualité d'un retour du milieu international algérien Housseem Aouar sur les pelouses européennes semble sérieusement envisagée, après une saison passée dans le championnat saoudien sous le maillot du club d'Al-Ittihad, où il a remporté le doublé championnat-coupe.

Bien que ses statistiques individuelles aient été impressionnantes, plusieurs indicateurs laissent penser qu'Aouar envisage de mettre fin à son aventure en Arabie saoudite pour retrouver un environnement plus compétitif. Son nom a d'ailleurs récemment été associé à plusieurs clubs en Angleterre et en France, tels que Bournemouth, Monaco, Lille et l'Olympique de Marseille, selon des informations relayées par les médias ces derniers jours.

L'une des principales raisons qui pourraient pousser Aouar à revenir en Europe est sa volonté de conserver sa place au sein de l'équipe nationale algérienne, qui se prépare à relever de grands défis dans les mois à venir,



notamment la Coupe d'Afrique des Nations 2025 au Maroc, les qualifications pour la Coupe du monde 2026, ainsi que la phase finale de cette dernière, prévue l'été prochain, et pour laquelle les "Fennecs" disposent de sérieuses chances de qualification.

La concurrence au milieu de terrain est devenue plus féroce, avec l'émergence de nouveaux talents et la présence de joueurs expérimentés évoluant dans des championnats européens, offrant ainsi au sélectionneur Vladimir Petkovic plusieurs options de qualité. Aouar devra donc prouver qu'il est capable de

jouer à un niveau élevé pour continuer à figurer dans la liste des "Verts".

Un autre facteur important concerne la pression constante subie par le joueur de 27 ans au sein du club d'Al-Ittihad, que ce soit de la part des médias saoudiens ou des supporters du club. Et ce, malgré le fait qu'il ait été l'un des meilleurs recrutements des "Tigres" la saison passée sur le plan statistique, avec 13 buts inscrits et 4 passes décisives toutes compétitions confondues, formant un duo efficace avec l'expérimenté attaquant français Karim Benzema (37 ans). Ces critiques, jugées parfois excessives, ont nui à sa sta-

bilité mentale et l'ont peut-être poussé à envisager un environnement footballistique qui reconnaîtrait davantage ses qualités techniques, loin des pressions injustifiées.

Un retour en Europe, notamment en Premier League via Bournemouth, représenterait une opportunité pour relancer sa carrière après son passage difficile à l'AS Rome l'an dernier, qui n'a pas reflété son immense potentiel révélé durant sa période dorée à l'Olympique Lyonnais.

Pour un joueur de son calibre, briller en Premier League lui garantit une exposition médiatique plus importante et un rôle central dans un projet de club ambitieux, avec les moyens financiers de lui proposer un salaire proche de celui perçu en Arabie saoudite.

Par ailleurs, Aouar semble avoir retrouvé une partie de sa forme physique et de sa stabilité, et à 27 ans, il dispose encore d'une bonne marge de progression pour relancer sa carrière.

H. S.

FERMETURE DES STADES DU 5-JUILLET DE NELSON MANDELA

Les clubs algérois dans l'embaras

Les clubs de football de la capitale en particulier font face à un véritable casse-tête chinois en matière de domiciliation en prévision de la prochaine saison, surtout après l'annonce de la fermeture des stades du 5-juliet et Nelson Mandela, dont les travaux qui y sont programmés risquent de durer plusieurs mois.

Du coup, la Ligue de football professionnel (LFP) cherche à garantir un démarrage fluide, évitant aux clubs les perturbations administratives et techniques déjà survenues lors des saisons précédentes, en particulier celles liées aux reports de matchs.

A ce propos, une réunion officielle s'est tenue au siège de la LFP, en présence de cinq clubs de la capitale : le MC Alger, le CR Belouizdad, l'USM Alger, l'Atlético de Paradou et l'ES Ben Aknoun, récemment promu en Ligue 1. Cette réunion avait pour objectif de discuter de la désignation des stades qui accueilleront les matchs à domicile de ces formations au cours de la nouvelle saison. Les clubs concernés ont présenté officiellement leurs propositions : le MC Alger a choisi le stade Ali Ammar de Douéra pour accueillir ses adversaires, une décision qui a été validée définitivement. Le Paradou AC a proposé soit le stade Ali Ammar, soit celui de Dar El Beida, en indiquant avoir obtenu un accord verbal de la direction du MCA pour utiliser ce nouveau stade.

Le CR Belouizdad a demandé à jouer soit au nouveau stade de Des Eucalyptus, soit au stade du 20-Août-1955. L'USM Alger privilégie quant à elle le stade du 1er-Novembre à Tizi Ouzou, tout en gardant l'option du stade de Dar El Beida, ceci après la fermeture définitive de son stade historique Omar Hamadi. L'ES Ben Aknoun devra choisir entre les stades de Dar El Beida et du 20-Août.

Selon les observations organisationnelles émanant de la Ligue, il a été demandé à tous les clubs de fournir les autorisations officielles pour les stades choisis dans les délais impartis, afin d'éviter tout retard dans la mise en place du programme de la saison.

Parallèlement, il a été décidé de fermer certains grands stades de la capitale pour travaux de rénovation. Le stade Nelson Mandela de Baraki sera ainsi fermé après un spectacle artistique prévu le 22 août, pour des travaux de maintenance qui devraient s'étendre jusqu'en novembre ou décembre 2025. Le stade olympique du 5-Juliet fermera également à la fin de cet été, pour une rénovation complète de ses gradins, de sa pelouse et de ses installations, avec une réouverture prévue en janvier 2026. Un appel d'offres sera lancé en fin de saison pour sa couverture intégrale.

À noter également que le nouveau stade municipal des Eucalyptus, inauguré la semaine dernière et baptisé du nom du martyr Mouloud Zerouki, constitue l'un des atouts majeurs pour alléger la pression sur les autres infrastructures. C'est d'ailleurs eux qui justifient la demande officielle du CR Belouizdad pour y accueillir ses matchs.

Concernant le calendrier général, la saison débutera le 21 août, avec une phase aller qui se déroulera entre le 29 novembre et le 31 décembre. La phase retour commencera le 8 janvier 2026. Le championnat de Ligue 1 se clôturera le 16 mai 2026, tandis que la finale de la Coupe d'Algérie est prévue pour le 1er ou le 2 mai. Le match de la Supercoupe, qui opposera le MC Alger à l'USM Alger, est quant à lui programmé pour le 26 décembre 2025.

Hakim S.

MC ALGER

Akram Bouras proche du départ

Il s'est imposé cette saison dans l'entrejeu du Mouloudia d'Alger, participant activement au sacre national du club. À 23 ans, Akram Bouras attire désormais les convoitises au-delà des frontières. En Belgique, le Royal Charleroi se montre prêt à lever sa clause libératoire. Une situation qui fait bouger les lignes au sein du champion d'Algérie.

C'est d'abord via un tweet du journaliste franco-algérien Nabil Djellit que la rumeur a émergé : sous contrat avec le MCA, Akram Bouras pourrait quitter Alger cet été. L'information a depuis été confirmée : le Royal Charleroi Sporting Club, pensionnaire de Jupiler Pro League, est bel et bien intéressé par le milieu de terrain algérien et envisage sérieusement de lever sa clause libératoire, une somme qui ne semble pas effrayer les dirigeants belges, qui voient en Bouras un élément à fort potentiel. Sélectionné en équipe nationale A' cette saison, le joueur s'est distingué par sa régularité, sa capacité à se projeter vers l'avant et son sens du jeu. Ce profil de relayeur moderne séduit les recruteurs européens, toujours à la recherche de jeunes talents du Maghreb à développer. Formé à l'ESS, Akram Bouras a su franchir les étapes une à une, recruté l'été dernier en provenance du CRB, il a su s'imposer rapidement cette saison dans l'équipe première du Mouloudia. Ses performances lui ont valu une

convocation en A', où il a confirmé ses qualités sous les ordres de Madjid Bougherra. Doté d'un volume de jeu important, intelligent dans ses déplacements, capable de casser les lignes par la passe ou la course, Bouras coche de nombreuses cases dans le football moderne.

C'est donc sans surprise que son nom a commencé à circuler dans les cellules de recrutement à l'étranger. Son âge, son profil et son prix relativement abordable en font une cible logique pour des clubs comme Charleroi, habitués à miser sur des jeunes joueurs à fort potentiel, dans une logique de valorisation sportive et économique.

LE MCA TENTE DE RÉAGIR

La direction du Mouloudia n'est pas restée passive face à cette offensive venue de Belgique. Une première réunion a eu lieu entre le président Hadj Redjem et le joueur, au cours de laquelle le club a proposé de supprimer cette clause libératoire.

En échange, le MCA souhaite prolonger le contrat de Bou-



PH: DR

ras avec une revalorisation salariale significative. Mais pour l'heure, les négociations piétinent. Un écart d'environ 100 millions de centimes sépare les exigences du joueur de l'offre formulée par la direction. Bouras, tout en restant ouvert au dialogue, ne semble pas disposé à faire trop de concessions.

L'idée de rejoindre l'Europe dès cet été représente pour lui une opportunité sportive majeure, qu'il ne souhaite pas négliger.

Alors que le mercato bat son plein, le dossier Bouras pourrait connaître une accélération dans les prochains jours. Une nouvelle réunion est programmée entre les deux parties pour tenter de réduire l'écart et éviter un départ. Mais le temps presse. Si Charleroi venait à activer la clause rapidement, le joueur serait libre de partir sans que le club ne

puisse s'y opposer. Dans les rangs du MCA, l'inquiétude grandit. Perdre un élément aussi influent à quelques semaines de la reprise constituerait un véritable coup dur pour le staff technique, en pleine phase de planification de la nouvelle saison. D'autant que Bouras figure parmi les rares joueurs du groupe à offrir une telle polyvalence et une telle constance dans le rendement.

La balle est désormais dans le camp du joueur. Soit il opte pour une première aventure européenne en Belgique, dans un championnat qui a déjà révélé plusieurs Algériens par le passé, soit il choisit de prolonger l'aventure avec le Doyen, en misant sur la stabilité et la continuité.

Quoi qu'il en soit, l'issue de ce dossier pourrait bien donner le ton du mercato estival du Mouloudia.

Mohamed Amine Touमित

CR BELOUIZDAD

Djaber Kaâssis et l'Albanais Xhixha, deux premières recrues

Le CR Belouizdad, troisième de la Ligue 1 Mobilis de football 2024-2025, a affiché d'emblée ses ambitions lors du mercato estival, en devenant le premier club à annoncer ses deux premières recrues, coup sur coup. Le Chabab a annoncé jeudi soir l'arrivée de l'attaquant international albanais Redon Xhixha (26 ans), en provenance de Qarabag FK (Div.1 azerbaïdjanaise), et du milieu offensif du Paradou AC, Djaber Kaâssis (26 ans). Arrivé en Azerbaïdjan en janvier 2023, Xhixha a disputé 73 rencontres sous les couleurs de son équipe, inscrivant 13 buts et délivrant 5 passes décisives. Engagé sur recommandation de l'entraîneur allemand du CRB Sead Ramovic, Xhixha s'est engagé par un contrat jusqu'en 2027. Quelques instants plus tard, le club de Laâquba a annoncé le recrutement de l'un des meilleurs talents du PAC : Kaâssis, qui était également dans le viseur de la JS Kabylie, avant de trancher en faveur des "Rouge et Blanc." Pur produit du PAC, l'enfant de Constantine a paraphé un contrat de quatre saisons, lui qui a été convaincu par le projet sportif du CRB, qui aspire à reconquérir le titre de champion, perdu ces deux dernières saisons au profit du MC Alger. L'entrée en force du Chabab sur le marché des transferts confirme l'intention de ses nouveaux responsables à revenir au-devant de la scène, après avoir bouclé l'exercice précédent sans le moindre titre, pour la première fois depuis 2019. Insignifiant de cet échec, le président du Conseil d'administration, Mehdi Rabei, a démissionné de son poste, pour être remplacé par Rachid Oukali, passé notamment par la Ligue d'Alger et ancien membre du Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF). Le CRB ne compte pas s'arrêter là, puisque d'autres recrues sont annoncées, à l'image de l'ailier droit ivoirien des Young Africans (Tanzanie), Pacôme Zouzoua (28 ans). Outre le Chabab, l'autre club qui a dévoilé sa première recrue, n'est autre que le MC Oran qui s'est engagé avec le défenseur de l'USM Khenchela, Oussama Kaddour. Pour rappel, le mercato estival s'est officiellement ouvert le 1er juillet et s'étalera jusqu'au 31 août prochain. Le coup d'envoi de la saison 2025-2026 sera donné le 21 août prochain.

USM ALGER

Le stage d'intersaison en Italie ou en Slovénie

L'USM Alger prévoit d'effectuer son stage d'intersaison en Italie ou en Slovénie, a annoncé jeudi soir le manager général du club, Hamza Ait Ouamar. "Nous étudions actuellement deux options : l'Italie ou la Slovénie, tout en prenant en considération le choix le plus simple et approprié pour l'équipe. Quant à la reprise des entraînements, elle est prévue dans dix à onze jours", a précisé le dirigeant usmiste aux médias. Hamza Ait Ouamar s'exprimait en marge d'un dîner organisé par le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, en l'honneur des "Rouge et Noir", fraîchement sacrés en Coupe d'Algérie, aux dépens du CR Belouizdad (2-0), en finale disputée samedi dernier au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger). Revenant sur la saison écoulée, Ait Ouamar a estimé que la victoire en Coupe d'Algérie avait permis de sauver l'exercice : "Il faut dire la vérité, nous sommes passés à côté en championnat, on n'a pas été à la hauteur des espérances de nos supporters", a-t-il reconnu. En cette période d'intersaison, le club de Soustara a libéré certains joueurs, même si aucune nouvelle recrue estivale n'a encore été annoncée. "Nous avons libéré certains joueurs, d'autres ont résilié leur contrat à l'amiable, sans contrepartie, pour ne pas porter préjudice au club", a-t-il révélé. Le défenseur congolais Kévin Mondeko (contrat résilié), le milieu offensif bolivien Adalid Terrazas (transféré au Deportivo San Antonio Bulo/Bolivia) et le milieu de terrain Oussama Chita (fin de contrat), ne feront ainsi plus partie de l'effectif la saison prochaine, en attendant éventuellement d'autres libérés. En matière de recrutement, le club compte combler les postes vacants, sans pour autant dévoiler l'identité des potentielles recrues. "Nous devons éviter de commettre des erreurs qui vont nous coûter cher en fin de saison", a conclu le manager général de l'USMA. Le club algérois a bouclé la saison à la 7e place au classement du championnat, en compagnie du MC Oran et de l'USM Khenchela, avec 40 points chacun.

LIGUE DE DIAMANT À MONACO

Sedjati sur le podium du 800 m

Face à une concurrence redoutable, l'Algérien Djamel Sedjati a décroché vendredi dernier une précieuse troisième place lors du 800 m de la 10e étape de la Ligue de diamant 2025 à Monaco. Un podium accompagné de sa meilleure performance de la saison, dans une course marquée par un nouveau record du meeting.

Vendredi soir, sur la mythique piste du stade Louis-II de Monaco, le 800 mètres masculin a tenu toutes ses promesses. Djamel Sedjati, vice-champion du monde en 2022, a bouclé la course en 1:42.20, son meilleur chrono de l'année, décrochant ainsi la troisième place d'une épreuve extrêmement relevée.

La victoire est revenue au Kényan Emmanuel Wanyonyi, qui a littéralement survolé la course avec un temps stratosphérique de 1:41.44. En plus de remporter l'épreuve, Wanyonyi a établi la meilleure performance mondiale de l'année et battu le record du meeting, jusque-là détenu par... Sedjati lui-même, auteur d'un 1:41.46 lors de l'édition précédente. L'Américain Josh Hoey a terminé deuxième avec un chrono remarquable de 1:42.01, signant lui aussi sa meilleure performance personnelle. L'autre Algérien engagé dans cette finale du 800 m, Slimane Moula, n'a pas connu la même réussite. Malgré un bon départ, il a manqué de rythme dans la dernière ligne droite et a terminé à la sixième place avec un temps de 1:42.86. Une performance honorable dans un contexte ultra-compétitif, mais en deçà des attentes pour celui qui avait déjà remporté deux étapes de la Ligue de diamant en 2023.

CHAMPIONNAT SCOLAIRE DES SPORTS COLLECTIFS

Une clôture en apothéose à Oran

Plus de 2 800 élèves venus de 50 wilayas ont vibré depuis lundi jusqu'à vendredi à Oran lors de la phase finale du championnat national scolaire des sports collectifs. Une édition riche en émotions et marquée par la présence de deux ministres, sous le haut patronage du président de la République.

C'est dans une ambiance festive que s'est déroulée, vendredi soir au stade Ahmed Zabana d'Oran, la cérémonie de clôture du championnat national scolaire des sports collectifs. Sous le slogan « Nos champions sont dans nos écoles », l'événement s'est achevé en présence du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, de son homologue des Sports, Walid Sadi, ainsi que du wali d'Oran, Samir Chibani, et du président de la Fédération algérienne des sports scolaires, Ali Merah.

Durant la cérémonie, les élèves vainqueurs dans les différentes disciplines ont été honorés. Les officiels ont également assisté à trois finales : en football entre Mascara et Médéa (cadets garçons), en volley-ball entre Tipaza et Sétif (écoles), et en basket-ball entre Boufarik et Béjaïa (minimes filles). Le championnat s'est déroulé

sur quatre jours dans plusieurs communes de la wilaya d'Oran : Bir El Djir, Oued Tleat, Es-Senia, Mers El Hadjadj, El Kerma, et dans le village méditerranéen de Belgaïd où étaient logés les participants. Organisé conjointement par les ministères de l'Éducation nationale et des Sports, en coordination avec la Fédération algérienne du sport scolaire, l'événement a réuni 2 800 élèves issus des trois cycles d'enseignement.

Les disciplines retenues étaient le football, le basket-ball, le handball et le volley-ball, pour les deux sexes. La compétition a connu plusieurs étapes qualificatives, allant du niveau local jusqu'à la phase régionale, avant de désigner les meilleures équipes pour la phase finale à Oran.

PALMARÈS COMPLET ET RÉVÉLATEUR

Les élèves ont disputé leurs finales le 11 juillet, après des demi-finales jouées la veille. En basket-ball, Alger, Aïn Defla et Bordj Bou Arréridj ont triomphé chez les filles, tandis qu'Aïn Defla et Ouargla ont remporté les titres masculins.

En football, Béjaïa (écoles), Djelfa (minimes) et Médéa (cadets) se sont illustrés chez les garçons. Chez



TRIKI DE RETOUR SUR LE PODIUM

Sur le concours du triple saut, l'Algérien Mohamed Tahar Yasser Triki a lui aussi marqué les esprits en décrochant une belle deuxième place. Grâce à un bond de 17,23 m, sa meilleure performance de la saison (SB), Triki confirme qu'il reste l'un des meilleurs spécialistes de la discipline à l'échelle internationale. Ce podium obtenu dans un contexte très relevé renforce ses chances en vue des prochaines grandes échéances, notamment les Championnats du monde où il est perçu comme l'un des espoirs algériens en sauts horizontaux. Après un début de saison discret, cette montée en puissance tombe à point nommé pour l'athlète algérien.

Les performances de Sedjati et Triki à Monaco illustrent la bonne dynamique du

sport algérien dans les disciplines de demi-fond et de sauts. À l'approche des Championnats du monde et des Jeux olympiques 2026, ces résultats en Ligue de diamant sont porteurs d'espoir.

Reste à confirmer cette progression lors des prochaines étapes, afin de replacer durablement l'Algérie dans le cercle des grandes nations de l'athlétisme mondial.

M. A. T.

PRÉPARATION AU CHAMPIONNAT ARABE DE BASKET-BALL (MESSIEURS) Nouvelle victoire de l'Algérie face à l'Arabie saoudite

La sélection algérienne masculine de basket-ball s'est, une nouvelle fois, imposée devant son homologue saoudienne sur le score de 101 à 98, en match amical disputé vendredi à Yalova en Turquie, en prévision de sa participation au Championnat arabe des nations 2025, qui se déroulera du 25 juillet au 2 août à Nabeul (Tunisie). Le Cinq national avait déjà battu la sélection saoudienne, lundi dernier, sur le score de 88 à 74. Cette deuxième rencontre amicale s'inscrit dans le cadre du stage précompétitif que les Verts effectuent en Turquie. Il sera ponctué par deux autres tests programmés entre le 11 et le 13 juillet contre le Koweït et l'Azerbaïdjan. Dans une déclaration à l'APS après le premier match, le sélectionneur de l'équipe nationale, Ali Bouziane, a estimé que le groupe est sur "le bon chemin", soulignant que "les joueurs ont montré beaucoup de belles choses, mais il reste encore beaucoup de travail pour atteindre le haut niveau". Bouziane, a également insisté sur la dimension tactique et physique du travail à poursuivre. La sélection nationale avait entamé son cycle de préparation par un stage à Alger, du 18 au 26 juin à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn-Bénian, avec un groupe élargi à une quarantaine de joueurs. Ce groupe comprenait des cadres expérimentés, de jeunes espoirs U23, ainsi que plusieurs professionnels évoluant à l'étranger (France, Royaume-Uni, Emirats arabes unis, Liban), associés aux meilleurs éléments des clubs locaux, dont le MC Alger, l'USM Alger, le NB Staouéli et le WO Boufarik. Les coéquipiers de Mohamed Harat regagneront Alger le 15 juillet pour un dernier regroupement, avant leur départ pour la Tunisie prévu le 22 juillet.

MONDIAL DES CLUBS

Pour le PSG, savourer sans hypothéquer la saison prochaine

Qualifié pour la finale du Mondial des clubs dimanche, le Paris SG doit tenir un équilibre savant entre performance et gestion de la fatigue à l'issue d'une longue saison, afin de ne pas compromettre le début du prochain exercice dès août.

"N"otre saison a commencé le 14 juillet (2024), si nous arrivons en finale ici, on aura eu une saison de 365 jours", a souligné l'entraîneur Luis Enrique le 28 juin. Soutien officiel de cette nouvelle compétition, le coach parisien n'en a pas moins disséminé des messages sur le calendrier surchargé des joueurs depuis quelques semaines. Et ce chiffre de 365 jours, soit un an complet pour une saison, illustre l'effort consenti par les joueurs et le staff. Le PSG dans toutes ses composantes ne cesse de clamer son désir de "marquer l'histoire" encore un peu plus en soulevant le trophée du Mondial des clubs, après ceux de la Ligue des champions, du championnat, de la Coupe de France et du Trophée des champions. Mais à quel prix ? Les joueurs eux-mêmes, très motivés, comme ils l'ont encore prouvé lors de leur récital contre le Real Madrid mercredi (4-0), ont lâché ça et là les indices de leur usure physique et mentale. "La vérité est qu'à ce moment de la saison, c'est un peu plus difficile", a ainsi déclaré Fabian Ruiz, auteur d'un doublé mercredi. Un peu plus tôt dans le tournoi, Vitinha avait aussi critiqué le rythme "non-stop" des matches. La fatigue, "je pense qu'elle se voit", a-t-il commenté.

"TETRIS"

D'autant que le PSG connaît d'ores et déjà ce qui l'attend en début de saison prochaine. D'abord le 13 août, la Supercoupe d'Europe contre Tottenham à Udine. En comptant la reprise de l'entraînement, cela laisse au maximum trois petites semaines de vacances après la finale de dimanche contre Chelsea, en guise d'intersaison. Le PSG est ultra favori



et ne peut laisser filer ce titre, certes mineur. Il enchaînera ensuite le weekend à Nantes en Ligue 1, soit un deuxième déplacement en quelques jours. Et plus globalement, il faudra défendre tous les titres glanés lors de cette saison historique. Le PSG sera notamment l'équipe à battre en Ligue des champions. La saison sera plus ramassée et intense en club puisqu'il faut libérer les joueurs pour la Coupe du Monde 2026 en juin prochain. Conscients qu'il serait déraisonnable de tirer sur la corde, désireux de récompenser les joueurs pour leur saison record, la direction du PSG et le staff de Luis Enrique ont très tôt compris l'enjeu des plages de repos de l'effectif.

Ainsi, durant la saison, il était fréquent que tel ou tel joueur très utilisé soit ménagé. Luis Enrique a confié que son staff et lui tenaient un compte très précis des temps de jeu de chacun avec l'objectif de les lisser. Même si dans les faits, cela reste un défi de tous les jours: "C'est un jeu de Tetris, très clairement. On peut planifier les choses mais tu vas avoir deux joueurs malades à un entraînement, un suspendu... Ça doit rester ouvert. On va gérer le temps de jeu de tous, mais ça va être difficile", expliquait Luis Enrique en février. Après la demi-finale retour de Ligue des

champions contre Arsenal, le club avait permis à sept cadres de se reposer au lieu de se déplacer à Montpellier en L1. Ousmane Dembélé, lui, a souvent été dispensé de match de Ligue 1 à partir du printemps, quand il était pourtant au faite de ses performances.

QUARTIER LIBRE

Durant le Mondial, l'approche fut un peu différente, puisque le turn-over de l'équipe-type ne fut utilisé que contre Botafogo, et cela a été un échec criant (défaite 1-0 avec peu d'occasions de but). Mais le club a décidé dès le début à Irvine, en banlieue de Los Angeles, de laisser quartier libre aux joueurs après l'entraînement du matin.

Une mesure exceptionnelle que les joueurs ont saluée, comme Gianluigi Donnarumma qui a dit "merci au coach, merci à la direction" pour les après-midis plage ou shopping, "afin de se relaxer" pour mieux "gagner". Cette semaine, le PSG avait d'abord pris ses quartiers dans le New Jersey, avant finalement de relocaliser son hôtel en plein Manhattan. Les joueurs s'en sont donné à cœur joie, à l'image d'un Joao Neves tout sourire avec sa compagne à Times Square sur ses réseaux sociaux.

TOTTENHAM

Kudus débarque de West Ham pour 65 millions d'euros

L'attaquant international ghanéen, Mohammed Kudus évoluera, la saison prochaine, à Tottenham, après l'officialisation de son transfert de West Ham, pour un montant évalué à environ 65 millions d'euros, a annoncé vendredi le club de Premier League.

Kudus, 24 ans, a fait un passage remarqué à West Ham où il a inscrit 19 buts en 80 matchs depuis son arrivée de l'Ajax en 2023 pour 38 millions de livres (environ 45 millions d'euros). Ce transfert marque les débuts du nouveau projet mené par l'entraîneur Thomas Frank, qui a remplacé Ange Postecoglou à la tête de Tottenham. Pour une transaction estimée à 55 millions de livres sterling (environ 65 millions d'euros), l'international ghanéen (42 sélections, 12 buts), qui peut évoluer milieu offensif ou attaquant, devient le premier joueur depuis 2011 à passer

des Hammers aux Spurs - deux clubs de Londres. "J'ai toujours voulu jouer au plus haut niveau, a déclaré Kudus. J'ai vu le nombre de talents qu'il (Frank, ndlr) a aidés à devenir de grands joueurs, et c'est une des principales raisons qui m'ont donné envie de travailler avec lui".

L'entraîneur Thomas Frank arrive avec une réputation flatteuse établie à Brentford, un

autre club de la capitale britannique aux moyens financiers bien moins élevés, qu'il a stabilisé dans la très concurrentielle Premier League après la montée obtenue en 2021.

Malgré une indigne 17e place de Premier League la saison passée, Tottenham jouera la Ligue des champions cette saison grâce à sa victoire en Ligue Europa. Les Spurs espèrent également finaliser l'arri-

vée de Morgan Gibbs-White (Nottingham Forest), dont la clause libératoire de 60 millions de livres (environ 71 millions d'euros) aurait été activée, mais le transfert n'est pas encore officiel.

Devenu international anglais (4 sélections), le milieu de terrain Gibbs-White a été un des principaux artisans à la belle 7e place de Forest la saison dernière.

EN HOMMAGE À DIOGO JOTA

Liverpool retire à jamais son N.20

Liverpool a annoncé vendredi que le numéro 20 que portait son attaquant portugais Diogo Jota, mort au début du mois dans un accident de la route, serait retiré de toutes les équipes du club anglais. "C'était le numéro qu'il portait avec fierté et honneur, nous menant à des victoires innombrables. Et Diogo Jota sera à jamais le N.20 du Liverpool Football Club", ont annoncé les Reds dans un communiqué. "Après avoir consulté son épouse, Rute, et sa famille, le club peut annoncer que ce numéro sera retiré en l'honneur et en mémoire de Diogo à tous les niveaux du club, ce qui inclut l'équipe féminine et le centre de formation", ajoutent-ils. L'attaquant international portugais, qui était âgé de 28 ans, et son frère cadet André, 25 ans, lui aussi footballeur professionnel en deuxième division portugaise, ont trouvé la mort dans un accident de la route dans la nuit du 2 au 3 juillet alors qu'ils circulaient sur une autoroute de la province de Zamora, dans le nord-ouest de l'Espagne.

EUROPA LIGUE

L'Olympique Lyonnais autorisé à disputer la compétition

L'Olympique Lyonnais, fraîchement repêché en championnat de Ligue 1 française, sera autorisé à disputer la prochaine édition de l'Europa Ligue, a annoncé vendredi l'UEFA, ayant décidé également de rétrograder Crystal Palace en Ligue Conférence, en application de la règle sur la multipropriété, car les deux clubs ont partagé le même actionnaire. L'OL "ne sera pas exclu" de la C3 après la décision mercredi de la commission d'appel de la Direction nationale de contrôle et de gestion (DNCG) ne pas reléguer administrativement le club en Ligue 2, a expliqué l'organe de contrôle financier des clubs (CFCB) dans un communiqué. Mais Lyon et Crystal Palace enfreignaient les règles UEFA de la multipropriété, a précisé l'instance, en étant contrôlés tous deux par Eagle Football. Même si depuis le groupe de John Textor a annoncé la vente de ses parts dans le club londonien, la transaction n'a pas encore été réalisée. Crystal Palace, qualifié pour la C3 grâce à sa victoire historique - il s'agit du premier titre du club - en Coupe d'Angleterre mais moins bien classé dans son championnat (12e) que Lyon (6e) doit céder la place en vertu du règlement sur la multipropriété.

SPORTING PORTUGAL

Gyökeres défend son bilan

Alors que certains dévalorisent ses performances en raison du niveau du championnat portugais, Viktor Gyökeres (27 ans, 52 matchs et 54 buts toutes compétitions pour la saison 2024-2025) assume pleinement son parcours. Interrogé par France Football, l'attaquant du Sporting a mis les choses au clair. "Ce n'est que l'opinion des gens. Et je m'en fous. Je sais ce que j'ai accompli ici, j'ai toujours fait de mon mieux, a répondu le Suédois. C'est un très bon championnat, avec beaucoup de joueurs techniques. Peut-être moins physique que l'Angleterre, mais avec un vrai bon niveau." Pour rappel, le Scandinave a inscrit 97 buts en 101 matchs avec le club lisboète.

LIVERPOOL

Konaté au Real dès cet été ?

A l'image de la déroute face au Paris Saint-Germain (0-4) en demi-finale, la défense du Real Madrid a affiché des limites lors de la Coupe du monde des Clubs. Convaincue par l'intégration de Dean Huijsen, la Maison Blanche a été particulièrement déçue des performances de Raul Asencio et d'Antonio Rüdiger.

Malgré le retour de blessure d'Eder Militao et celui attendu de David Alaba, le Real envisage de recruter un défenseur central supplémentaire sur ce mercato d'été, d'après le quotidien Marca ce vendredi.

Avec cette idée en tête, les dirigeants madrilènes pensent toujours au roc de Liverpool Ibrahima Konaté (26 ans, 31 matchs et 1 but en Premier League pour la saison 2024-2025).

Initialement ciblé pour une arrivée au terme de son contrat en juin 2026, l'international français pourrait finalement représenter une piste dès cette période des transferts. Reste à connaître les conditions du champion d'Angleterre pour potentiellement vendre Konaté.

UNE JUGE ORDONNE A L'ADMINISTRATION TRUMP

« Arrêtez les contrôles au faciès à Los Angeles »

Une juge fédérale a ordonné vendredi à l'administration Trump de prendre des mesures pour éviter les contrôles au faciès à Los Angeles, lors des arrestations musclées de migrants qui se multiplient depuis un mois autour de la mégapole californienne.

Elle donne ainsi raison à plusieurs migrants et deux citoyens américains, et aux associations qui les ont aidés à porter plainte début juillet. Ils estimaient avoir été victimes de contrôles au faciès et dénonçaient également des obstructions pour avoir accès à un avocat en détention. "Ce que le gouvernement fédéral voudrait faire croire à cette cour - malgré la montagne de preuves présentées dans cette affaire - c'est que rien de tout cela ne se produit réellement", a dénoncé la magistrate, Maame Ewusi-Mensah Frimpong. Sa décision, qui s'applique à Los Angeles et dans six autres comtés de Californie, interdit à la police de l'immigration de procéder à des arrestations sans motif valable sur la base de quatre facteurs, seuls ou combinés : l'origine ethnique, le fait de parler espagnol ou anglais avec un accent étranger, le métier d'un individu ou le fait qu'il se trouve dans un lieu particulier - comme un arrêt de bus, un lavage auto, une ferme ou un magasin de bricolage.

LES LIEUX FRÉQUENTÉS PAR LES LATINOS SONT CIBLÉS

L'intensification des descentes de la police de l'immigration dans ce genre de lieux, dans des zones connues pour être fréquentées par des Latino-Américains,

RUSSIE

Un vieux record de température battu

Une chaleur "accablante": Moscou suffoquait vendredi sous l'effet d'une canicule qui a poussé le mercure à plus de 35 C et fait tomber un record de température vieux de près de 30 ans, selon les services météo russes. Dans la capitale russe, ville au climat continental, le record de température de 33,4 C pour un 10 juillet, établi en 1996, a été battu jeudi avec 33,9 C, a indiqué le Centre météorologique russe sur son site internet. Vendredi, un nouveau record pourrait tomber, les services météo prévoyant une température allant jusqu'à 36 degrés. La canicule "persistera" jusqu'au début de la semaine prochaine dans toute la partie centrale de la Russie et dans le sud de sa partie européenne, avec des températures "dépassant de 3 à 8 degrés les normes climatiques moyennes", prévoit le Centre météorologique russe. Depuis le début de la semaine et l'arrivée de la vague de chaleur, les Moscovites en vacances se sont précipités dans leurs maisons de campagne en banlieue, ainsi que dans les parcs et près des fontaines de la capitale. La chaleur représente un défi particulier pour les ouvriers travaillant sur les nombreux chantiers, ainsi que pour les personnes âgées. Certains se baignaient dans les étangs et canaux pollués de la ville, malgré les interdictions de baignade. L'Europe de l'Ouest a, elle, connu le mois dernier son mois de juin le plus chaud jamais enregistré, alors que des températures "extrêmes" ont frappé le continent lors de deux vagues de chaleur consécutives précoces, selon le service européen Copernicus.

R. I.



fait polémique depuis début juin à Los Angeles. Une grande partie de la communauté latino se sent injustement visée, et des manifestations de protestation ont eu lieu en juin, dégénérant parfois en violences.

La Maison Blanche a réagi, vendredi en fin de journée. « Aucun juge fédéral n'a le pouvoir de dicter la politique d'immigration - ce pouvoir appartient au Congrès et au président, a déclaré une porte-parole, Abigail Jackson. Les opérations d'application de la loi nécessitent une planification

et une exécution minutieuses, des compétences qui dépassent largement le cadre [ou la compétence] d'un juge.

Nous nous attendons à ce que cet abus flagrant de l'autorité judiciaire soit corrigé en appel. »

Quelques heures avant la décision, le responsable de la politique d'expulsions massives ordonnée par Donald Trump, Tom Homan, a défendu l'usage de l'apparence physique comme critère pouvant motiver une arrestation.

R. I.

SELON LE RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LE CRASH D'UN BOEING D'AIR INDIA

L'alimentation en carburant coupée juste avant le crash

Les interrupteurs d'alimentation en carburant des moteurs d'un Boeing d'Air India qui s'est écrasé peu après le décollage le 12 juin, tuant 260 personnes, se sont mis en position "arrêt" juste avant l'impact, selon un rapport d'enquête préliminaire publié tôt samedi. Le rapport, publié par le Bureau indien d'enquête sur les accidents aériens (AAIB), ne tire aucune conclusion et n'attribue aucune responsabilité, mais indique qu'un pilote a demandé à l'autre pourquoi il avait coupé le carburant, le second pilote répondant qu'il ne l'avait pas fait. Au total 241 personnes qui se trouvaient à

bord du Boeing 787-8 Dreamliner d'Air India ont été tuées, et une seule a survécu, lorsque l'avion s'est écrasé sur des habitations juste après le décollage dans la ville d'Ahmedabad, dans l'ouest du pays. Les autorités ont également identifié 19 personnes tuées au sol. Selon le rapport, le Boeing avait atteint une vitesse maximale de 180 noeuds (333 km/h) en décollant lorsque les interrupteurs d'alimentation en carburant sont passés de la position "run" (ouvert) à la position "cutoff" (arrêt) pour le premier moteur puis le second une seconde plus tard. Les deux moteurs ont alors commencé à diminuer en

puissance. Dans l'enregistrement des conversations dans le cockpit, l'un des pilotes demande à l'autre pourquoi il a coupé l'alimentation en carburant. Le second pilote répond qu'il ne l'a pas fait. Moins d'une minute plus tard, un pilote a transmis le signal de détresse "Mayday, Mayday, Mayday", et l'avion s'est écrasé sur des habitations. Les images de vidéo-surveillance de l'aéroport montrent que l'éolienne de secours, une petite turbine utilisée comme une source d'énergie de secours sur les avions, s'est déployée pendant la montée initiale juste après le décollage.

R. I.

ILES TOKARA AU JAPON

Plus de 1800 tremblements de terre en trois semaines

Plus de 1.800 secousses souterraines, ressenties en surface, se sont produites en trois semaines dans la région Des îles Tokara, situées au sud-ouest de l'île japonaise de Kyushu, ont rapporté des médias. Une activité sismique accrue est observée dans la zone des îles Akusekijima et Kodakarajima, où un phénomène similaire a déjà été enregistré en 2021 et 2023, mais le nombre de secousses était alors bien moindre. Cette fois-ci, à la mi-journée de vendredi, 1.827 tremblements de terre ont été enregistrés

depuis le 21 juin. Les météorologues japonais établissent des statistiques en tenant compte des tremblements de terre d'une intensité supérieure à 1 sur l'échelle japonaise, c'est-à-dire des secousses ressenties par certaines personnes. L'intensité du plus fort tremblement de terre survenu au large des îles Tokara au cours des trois dernières semaines a été évaluée à 6-. Lors de tels tremblements de terre, il est difficile de se tenir debout, les meubles roulent sur le sol ou se renversent, et les portes peuvent se bloquer.

Lors d'un tremblement de terre de 6+, les gens ne peuvent pas marcher ou seulement ramper, et à une intensité maximale de 7 sur l'échelle japonaise, même les bâtiments en béton armé qui ne sont pas résistants aux tremblements de terre peuvent s'effondrer, et les maisons en bois résistantes aux tremblements de terre peuvent être inclinées. L'échelle japonaise d'intensité des tremblements de terre exprime la manière dont les tremblements de terre sont ressentis à la surface. En revanche, l'échelle de

magnitude couramment utilisée dans le monde reflète l'énergie libérée lors d'un tremblement de terre. Au Japon, les deux échelles sont utilisées. Aucun blessé ni dégât n'a été signalé à la suite de ces tremblements de terre. Les sismologues locaux notent que la région est située à la jonction de plaques lithosphériques, ce qui entraîne une activité sismique accrue. Il y a plusieurs petits villages sur les îles Tokara, avec une population totale d'environ 650 personnes.

R. I.

ÉTATS-UNIS

Plus de 500 touristes évacués du Grand Canyon à cause d'un vaste incendie

Plusieurs centaines de touristes ont été évacués d'une zone du très célèbre site du Grand Canyon, dans le sud-ouest des Etats-Unis, à cause d'un incendie à la progression très rapide, ont annoncé vendredi les autorités américaines. Le feu, qui s'est déclaré jeudi, a ravagé plus de 3.500 hectares de broussailles près de la rive nord (North Rim) du parc national et était toujours hors de contrôle vendredi à la mi-journée. "Hier soir, le personnel du Grand Canyon a évacué en toute sécurité environ 500 visiteurs de la rive nord en raison de l'incendie", a expliqué le parc sur les réseaux sociaux. "Tous les visiteurs ont quitté la zone, et les employés du parc ainsi que les résidents restent confinés sur place". Les images fournies par les autorités montrent de larges colonnes de fumée s'élever au-dessus du désert broussailleux. Le shérif de la région a également procédé à des évacuations. "Nous avons évacué environ 40 personnes, mais beaucoup d'autres avaient quitté les lieux avant notre arrivée", a expliqué un porte-parole du shérif du comté de Coconino, Jon Paxtonen, précisant que la plupart des évacués étaient des campeurs.

R. I.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Un migrant mort, plusieurs disparus après le naufrage d'une embarcation

Un migrant est mort et une vingtaine d'autres sont toujours portés disparus après le naufrage d'une embarcation au large des côtes de la République dominicaine dans les Caraïbes, ont annoncé vendredi les autorités, qui sont parvenues à secourir 17 personnes. Le bateau transportait au moins 40 personnes, selon la défense civile dominicaine, et se dirigeait vers Porto Rico, un territoire des Etats-Unis situé à environ 130 km de la côte est de la République dominicaine. La marine a indiqué avoir secouru 10 Dominicains et sept Haïtiens. Un enfant fait partie des survivants. Les bateaux appelés "yola", comme celui qui a connu une avarie, sont construits en bois ou en fibre de verre et ne respectent pas les normes de sécurité, selon les autorités. Les migrants paient jusqu'à 7.000 dollars pour un aller simple vers Porto Rico depuis la République dominicaine, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti, pays en proie à des gangs violents accusés de nombreuses exactions.

R. I.

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE RUSSE EN VISITE OFFICIELLE EN CORÉE DU NORD :

« Unis contre les complots d'acteurs extérieurs à la région »

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, est arrivé vendredi en Corée du Nord pour une visite officielle, alors que Moscou et Pyongyang ont largement renforcé leur coopération, y compris militaire.

Lavrov est arrivé à Wonsan, sur la côte de la mer du Japon, où une zone touristique a été inaugurée fin juin par les autorités nord-coréennes, ont rapporté les agences étatiques russes TASS et Ria Novosti. Le chef de la diplomatie russe a été reçu hier, par le dirigeant Kim Jong-un, selon le ministère russe des Affaires étrangères, en publiant une vidéo des deux hommes se saluant et se serrant la main.

Dans le cadre de cette visite, Lavrov a déclaré hier, que Moscou mettait en garde les États-Unis et leurs alliés contre toute menace à la sécurité de la Russie et de la Corée du Nord. Les agences de presse russes ont rapporté que Lavrov avait tenu ces propos devant la presse à l'issue de son entretien avec le ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Choe Song-hui, à Pyongyang. Lavrov a affirmé que les dirigeants nord-coréens étaient parvenus à des conclusions appropriées bien avant les frappes israélo-américaines contre l'Iran et que, « c'est précisément pour cette raison – que ces conclusions ont été tirées à temps – que personne n'a



PH: DR

envisagé de recourir à la force contre la RPDC, malgré le renforcement militaire en cours autour d'elle, avec la participation des États-Unis, de la Corée du Sud et du Japon.» Lavrov a ajouté que la Russie mettait en garde les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon contre toute utilisation abusive de leurs relations pour nouer des alliances dirigées contre toute partie, y compris la RPDC et la Russie. Le Mae russe a souligné que Moscou comprenait les raisons qui ont poussé Pyongyang à poursuivre son programme nucléaire et respectait ses actions, soulignant que « les technologies utilisées par la RPDC sont le fruit du travail de ses scientifiques ». Lavrov a déclaré que la Russie et la RPDC considéraient comme dangereuses les tentatives d'acteurs extérieurs à la région de créer un réseau d'alliances étroites en Asie du Nord-Est et dans la région Asie-Pacifique dans son ensemble, ainsi que le déploiement d'infrastructures de l'OTAN dans ces régions. Il a ajouté : « Nous pensons qu'il est important d'œuvrer à la mise en place de mécanismes fiables pour garantir une sécurité égale et indivisible à tous les pays de la région, mécanismes qui ne reposent pas sur la logique des blocs.»

« LA COOPÉRATION AVEC LA CORÉE DU NORD CONTRIBUAIT À STABILISER LA SITUATION DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE »

Concernant le rôle de la Corée du Nord

dans l'opération militaire spéciale, Lavrov a déclaré que la Russie n'avait aucune raison de refuser d'aider Pyongyang, car il s'agissait d'une expression sincère de solidarité.

Lavrov a souligné que « la question de l'aide supplémentaire à la Russie dans l'opération militaire spéciale en Ukraine est tranchée par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un lui-même, tandis que Moscou répond aux propositions de Kim Jong-un concernant la forme et l'orientation de l'aide à cette opération ». Le chef de la diplomatie russe a confirmé que le président russe Vladimir Poutine et Kim Jong-un étaient en contact permanent, exprimant sa confiance dans la possibilité de rencontres personnelles entre eux à l'avenir. Evoquant les perspectives d'apaisement des tensions entre Pyongyang et Washington, Lavrov a déclaré : « Nous et nos amis avons entendu les déclarations du président américain Donald Trump sur la nécessité de reprendre les contacts entre les États-Unis et la Corée du Nord, y compris au plus haut niveau, mais la question est close. » Il a ajouté : « Concernant les relations entre la Corée du Nord et Séoul, nous ne travaillerons que de manière acceptable pour la Corée du Nord et ceux qui l'intéressent. Pyongyang est notre allié, et nous agissons en conséquence. »

R. I./Agences

ERDOGAN SUR LE DESARMEMENT DU PKK :

« La Turquie a gagné, 86 millions de citoyens ont gagné »

La Turquie a gagné, 86 millions de citoyens ont gagné", a affirmé hier le président turc Recep Tayyip Erdogan au lendemain d'une première phase de désarmement du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme "terroriste". "Nous savons ce que nous faisons, personne ne doit s'inquiéter, avoir peur ou se poser de question. Tout ce que nous faisons c'est pour la Turquie, pour notre avenir et notre indépendance", a ajouté le chef de l'Etat, répondant aux inquiétudes de certains pans de la société turque. Quatre décennies de guérilla ont fait au moins "50.000 morts", dont deux mille soldats turcs, a rappelé M. Erdogan qui s'exprimait devant

son parti AKP réuni en assemblée plénière. Une trentaine de combattants kurdes hommes et femmes, dont quatre commandants, ont détruit symboliquement leurs armes vendredi lors d'une cérémonie dans le nord de l'Irak, à proximité de leurs bases, dans les montagnes autour de la région autonome du Kurdistan. M. Erdogan a annoncé la création d'une commission au sein du Parlement turc pour poursuivre le processus de paix "et discuter des exigences juridiques du processus". Dans un entretien à l'AFP vendredi en Irak, la coprésidente du PKK, Bese Hozat, a notamment demandé des garanties de sécurité avant que les combattants puissent rentrer en Turquie. "Sans

garantie juridique et constitutionnelle, nous finirons soit en prison soit par être tués" a-t-elle dit. "Aujourd'hui est un nouveau jour, une nouvelle page d'histoire, c'est le jour d'une nouvelle Turquie forte" a martelé le président. "Nous suivons de près toutes les initiatives qui mettront fin à l'effusion de sang, apaiseront les larmes des mères, apaiseront la douleur et renforceront la fraternité" a-t-il promis. "Personne ne peut remettre en question mon nationalisme, mon patriotisme ou l'amour de l'AKP pour la Turquie. Personne n'a ce droit". En mai dernier, le PKK a annoncé sa dissolution et la fin de la lutte armée qui a duré pendant des décennies.

Agences

RUSSIE - ONU

L'accord sur les exportations d'aliments et d'engrais ne sera pas renouvelé

L'accord entre la Russie et les Nations unies visant à faciliter les exportations de denrées alimentaires et d'engrais russes vers les marchés internationaux va prendre fin le 22 juillet, a indiqué l'ONU vendredi. "La réunion finale sur le Mémorandum d'accord entre les Nations unies et la Fédération de Russie a eu lieu aujourd'hui [vendredi] à Genève", a indiqué dans un communiqué l'ONU Commerce et Développement, qui pilotait l'accord à la demande du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. L'accord avait été signé le 22 juillet 2022 pour trois ans, et "il ne sera pas renouvelé" en raison de désaccords, a indiqué à l'AFP une source proche des discussions. Il visait à faciliter les exportations de denrées alimentaires et d'engrais russes vers les marchés internationaux, afin notamment de réduire les prix mondiaux. De fait, les sanctions économiques qui frappent la Russie, depuis son invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, épargnent engrais et céréales, mais la crainte de franchir accidentellement une ligne rouge et de se retrouver du mauvais côté de la loi avait paralysé les transporteurs et fait exploser les primes d'assurance. Après d'intenses discussions, Russie et ONU avaient établi un cadre en matière notamment d'assurance et de transactions financières qui soit compatible avec les trois systèmes de sanctions en vigueur (États-Unis, Royaume-Uni et Union européenne). Moscou s'est plaint à plusieurs reprises du fait que l'accord soit resté plus ou moins lettre morte. Le 22 juillet 2022, la Russie et l'Ukraine avaient également signé un accord, sous l'égide des Nations Unies et de la Turquie, portant sur l'exportation des céréales ukrainiennes. Moscou avait refusé de le prolonger en juillet 2023, en dénonçant les entraves au commerce des produits agricoles russes.

Agences

CANADA

Deuxième état d'urgence en un an à cause d'incendies de forêt au Manitoba

Le gouvernement de la province canadienne du Manitoba a déclaré l'état d'urgence pour la deuxième fois en 2025 en raison de plus de 100 incendies de forêt, ont rapporté vendredi des médias, citant des sources officielles. "La raison principale de l'état d'urgence déclaré dernièrement est que nous avons besoin d'accéder à plus d'installations pour accorder un abri à tant de résidents du Manitoba", a annoncé le premier ministre de la province Wab Kinew. Ce dernier a déjà déclaré l'état d'urgence en mai quand 2 personnes ont été tuées dans les incendies et 30.000 personnes ont été forcées de quitter leurs maisons. A cause de la propagation rapide du feu, la superficie incendiée peut devenir la plus grande depuis 31 ans, a rapporté le New York Times. Cette année, le feu a déjà détruit 1 million d'hectares de terre. Il est à noter que la situation est aggravée par les hautes températures au Canada habituellement de mars à octobre. La plupart des incendies sont causés par la foudre.

R. I.

DROITS DE DOUANE

Le Canada poursuivra ses négociations commerciales avec les Etats-Unis

Le Canada poursuivra ses négociations commerciales avec les États-Unis au sujet des nouveaux tarifs douaniers américains jusqu'à la date butoir reportée au 1er août, a indiqué le Premier ministre canadien Mark Carney. M. Carney a souligné sur les réseaux sociaux que tout au long des négociations commerciales actuelles avec les États-Unis, le gouvernement canadien avait défendu fermement les travailleurs et les entreprises. "Nous continuerons à le faire alors que nous nous rapprochons de la date butoir révisée du 1er août", a dit M. Carney. "Nous construisons un Canada fort. Le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires réalisent des progrès considérables dans la construction d'une économie canadienne unique", a poursuivi Mark Carney, ajoutant que le Canada devait renforcer ses partenariats commerciaux dans le monde entier. Le président américain Donald Trump a annoncé plus tôt dans la journée de jeudi des droits de douane de 35% sur les importations en provenance du Canada à compter du 1er août. Il a rendu publique une lettre adressée à M. Carney sur les réseaux sociaux, accusant "le Canada d'avoir pris des mesures de rétorsion contre les précédents droits de douane américains". M. Trump a souligné que ces nouveaux droits de douane étaient en partie dus à des pratiques commerciales prétendument déloyales, disant "envisager un ajustement" de ces droits de douane si le Canada coopérait avec les États-Unis. L'administration Trump avait précédemment imposé des droits de douane de 25% sur les produits canadiens, mais avait ensuite exempté tous les produits couverts par l'accord de libre-échange liant les États-Unis, le Canada et le Mexique.

R. I.

Recette du jour



Haricots verts à l'agneau en sauce

INGRÉDIENTS (POUR 6 À 8 PERSONNES):

- des morceaux d'agneau
- 1 kg d'haricots verts surgelés pour moi
- 3 oignons
- 2 carottes
- 2 tomates fraîches ou tomates en boîte, en morceaux
- 2 gousses d'ail
- 1/2 c. à soupe Concentré de tomates
- sel poivre noir, huile d'olive
- 1/4 c. à café poivre noir
- 1/4 c. à café coriandre en poudre
- 1 pincée de cannelle
- 1 feuille de laurier

INSTRUCTIONS

dans une cocotte minute, faites revenir l'oignon couper en tranche fine en longueur, ajoutez les morceaux de viande et la feuille de laurier, salez et poivrez, laissez revenir bien jusqu'à ce que la viande relâche toute son eau. ajoutez l'ail, la tomate coupée en morceaux, la cannelle en poudre, la coriandre en poudre et le concentré de tomate. laissez revenir un peu, ajoutez un demi verre d'eau, fermez la cocotte minute et comptez 20

minutes après le premier sifflet.

ajoutez maintenant les carottes coupées en biseau, et ajoutez par dessus les haricots verts bien lavés et étêtés. Fermez la cocotte minute encore une fois et laissez cuire 10 minutes. Si vous jugez que votre plat contient beaucoup de sauce, laissez cuire à découvert pendant encore quelques minutes jusqu'à réduction de la sauce

CRÈME GLACÉE À LA VANILLE :

INGRÉDIENTS

- 1 tasse (250 ml) de crème à fouetter 35%
- 1/2 tasse (125 ml) de lait condensé sucré
- 2 cuillères à thé d'extrait de vanille



PRÉPARATION:

Fouettez la crème jusqu'à ce que des pics fermes se forment. Ajouter 1/2 tasse de lait condensé et 2 cuillères à thé d'extrait de vanille. Ajouter au mélange de crème fouettée. Transférer dans des contenants en portions individuelles. Congeler.

Gâteau du Jour

Baghrir express sans blender

INGRÉDIENTS

- 2 verre à thé de semoule fine de blé dur
- 1 verre à thé de farine
- 3 verre à thé d'eau tiède
- 1/2 cuillère à café de sel (+ ou - selon le goût)
- 1 cuillère à soupe de sucre
- 1 sachet de levure boulangère instantanée (1 cuillère à soupe)
- 1 sachet de levure chimique

Préparation :

Dans un verre à thé mettre la levure boulangère et le sucre puis le remplir d'eau tiède mélanger puis laisser agir 2 minutes environ le temps de préparer les autres ingrédients .

Dans un grand bol, mettre la semoule fine, la farine, le sel mélanger à l'aide d'un fouet puis ajouter le mélange



levure boulangère-sucre-eau et les deux verres à thé d'eau tiède restants tout en mélangeant avec le fouet pour éviter la formation de grumeaux .

Une fois le mélange est devenu homogène ajouter la levure chimique et mélanger .

Faire chauffer une poêle anti-adhésive, y verser l'équivalent d'une petite louche de pâte et laisser cuire la crêpe à feu moyen. La crêpe est cuite lorsque toute la surface est recouverte de petits trous réguliers.

Retirer la crêpe, essuyer la poêle et recommencer l'opération jusqu'à épuisement des ingrédients.

Disposer les baghrir après chaque cuisson sur un linge propre et les tartiner d'un peu de beurre tant qu'ils sont encore chauds pour qu'ils ne se dessèchent pas (ne surtout pas les disposer un par dessus l'autre comme pour les pancakes car ils risquent de se coller) .



Conseil du jour

POUR VIVRE HEUREUX ET CONNAÎTRE LE BONHEUR!

1. Oublier le passé
2. Croire en soi.
3. Apprécier ce que la vie nous offre.
4. Pardonner.
5. Exploiter ses talents.
6. Aider les autres tout en se préservant.
7. Apporter un regard positif sur les autres.
8. Rire.

Le saviez-vous ?



Douche froide	Douche chaude
Aide à vous réveiller	Améliore le sommeil
Vous procure de l'énergie	Baisse la tension
Hydrate la peau et les cheveux	Ouvre les pores et nettoie la peau
Resserre les pores de la peau	Élimine les toxines
Améliore la concentration	Soulage les maux de tête
Améliore la fertilité	Soulage les douleurs aux muscles

Bon à savoir !

LES BÉNÉFICES DE LA CAFÉINE POUR LES YEUX

- Réduit l'apparition des cernes
- Aide à la rétention d'eau sous les yeux
- Réduit l'apparence des ridules
- Active la circulation du sang
- Apaise les yeux fatigués
- Diminue le gonflement



Astuce du jour:

La menthe poivrée est un excellent répulsif naturel. Tout comme la citronnelle ou les géraniums, cette variété

de menthe dégage une très forte odeur spécialement désagréable pour les moustiques et les désorienté.

CITATION DU JOUR

« N'attendez pas d'être heureux pour sourire. Souriez plutôt afin d'être heureux. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

CINÉMA

Superman doit sauver sa franchise, pas seulement des vies

Superman a toujours vécu pour sauver le monde des griffes des méchants. Mais dans son dernier opus sur grand écran, il a aussi la lourde tâche de venir à la rescousse de sa franchise.

"**S**uperman" de James Gunn, sorti cette semaine dans les cinémas du monde entier, est un "reboot" ou "redémarrage" qui vise à relancer "l'univers DC", ces films de super-héros basés sur des bandes dessinées, qui compte notamment Wonder Woman et Batman.

Car ces dernières années, les efforts du producteur Warner Bros et de DC Studios ont été largement éclipsés par les succès de l'univers Marvel de Disney. Parmi eux, Iron Man, Thor, Black Panther et les Quatre Fantastiques, qui auront leur propre reboot ce mois-ci. "Warner Bros a investi beaucoup d'énergie et d'argent pour tenter (...) de renouveler DC Studios. Cette sortie doit traduire cette initiative", analyse pour l'AFP David A. Gross du cabinet spécialisé, Franchise Entertainment Research. Cette lourde tâche est retombée sur les épaules de James Gunn, scénariste et réalisateur, salué par les fans du genre pour sa trilogie "Les Gardiens de la Galaxie" de Marvel. Cependant, la sortie de cette nouvelle version a déjà dû affronter plusieurs obstacles, notamment la réaction hostile de la droite sur les propos du réalisateur soulignant que Superman est un réfugié venant d'ailleurs, et le scepticisme des fans des précédents "Superman" réalisés par Zack Snyder.

James Gunn a fait fi des enjeux. "Y a-t-il quelque chose en jeu ? Oui, mais ce n'est pas aussi important que ce que les gens pensent," a-t-il déclaré au magazine GQ. "Ils entendent ces chiffres selon lesquels le film ne sera réussi que s'il rapporte 700 millions de dollars ou quelque chose comme ça, et c'est absolument et totalement absurde." L'engouement autour du film est réel. La Maison Blanche a même superposé une image du président Donald Trump sur l'une des affiches officielles du film avec la légende : "Le symbole de l'espoir. Vérité. Justice. La voie américaine. Superman Trump".

"UN GENRE DÉPRÉCIÉ"

Warner Bros espère que l'univers DC pourra rattraper Marvel qui, après des années de grands succès avec les films "Avengers", a connu des retours au box-office plus mitigés avec les récents "Thunderbolts" et "Captain America: Brave New World." Selon David A. Gross, les films de super-héros ont atteint un sommet juste avant la pandémie de Covid-19. Mais depuis, les recettes et l'enthousiasme du public sont en berne. "C'est vraiment un genre déprécié", estime David A. Gross, même s'il relève que les premiers échos de "Superman" sont "vraiment bons". Le film met en vedette le jeune acteur prometteur, David Corenswet, dans le rôle du nouveau Superman/Clark Kent, tandis que l'histoire narre comment le héros apprend à accepter son identité extraterrestre alors qu'il cherche à trouver sa place dans le monde humain. Selon les estimations, le film pourrait engranger plus de 100 millions de dollars pour son week-end de lancement en Amérique du Nord. L'enjeu pour DC Studios est de se débarrasser d'une mauvaise réputation avec des films qui n'ont pas bien fonctionné auprès du public, malgré le succès de "Wonder Woman" (2017). "Le succès a été mitigé, ils ont dépensé beaucoup d'argent pour certains des nouveaux personnages dérivés qui n'ont pas particulièrement bien fon-



tionné", relève M. Gross. Les fans de Zack Snyder, réalisateur des précédents Superman, ont fait un mauvaise buzz pour le nouveau film "Superman", exprimant en ligne l'espoir que le "reboot" échoue par loyauté envers les films précédents. Les commentateurs de droite, eux, se sont plaints de la caractérisation spécifique de Superman en tant qu'immigré. James Gunn a répondu à la critique en déclarant

au journal The Times que "Superman est l'histoire de l'Amérique", avec un personnage reflétant ceux qui "sont venus d'ailleurs et ont peuplé le pays." "Je raconte l'histoire d'un gars qui est exceptionnellement bon, et cela semble nécessaire actuellement" a-t-il ajouté. Le temps dira si la vision et le film de James Gunn sont les superpouvoirs dont les studios DC ont besoin.

UNESCO

Deux nouveaux sites africains au patrimoine mondial

Deux paysages culturels au Cameroun et au Malawi ont été inscrits vendredi sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, a annoncé l'organisation qui présente l'Afrique comme une de ses priorités. Le paysage Diy-Gid-Biy des Monts Mandara, dans l'extrême-nord du Cameroun, est composé de sites archéologiques qui ont vraisemblablement été aménagés entre les XIIe et XVIIe siècles, entourés de terrasses agricoles et de lieux de culte. La chaîne de montagnes dominée par le Mont Mulanje, dans le sud du Malawi, est considéré comme un lieu sacré peuplé de dieux, d'esprits et d'ancêtres. Parmi les 30 candidatures examinées cette année, deux autres sont par ailleurs issues de pays africains jusqu'à présent absents du classement du patrimoine mondial: la réserve de biosphère de l'archipel des Bijagos (Guinée-Bissau) et les forêts de Gola Tiwai (Sierra Leone), refuge d'espèces menacées comme les éléphants de forêt. Durant ses deux mandats à la tête de l'Unesco, sa directrice générale Audrey Azoulay a souvent présenté l'Afrique comme une priorité, même si celle-ci demeure sous-représentée dans son classement.

Le continent représente 9% des biens inscrits au Patrimoine mondial, mais abrite près d'un quart de ceux déclarés en péril, notamment en raison des conflits, du réchauffement climatique et de l'exploitation des ressources naturelles.

MUSIQUE

A Manchester, la ville natale d'Oasis, les fans au rendez-vous du grand retour

Dans la chaleur et l'euphorie, les fans d'Oasis ont afflué par milliers à Manchester pour assister vendredi au tout premier concert des frères Gallagher à domicile depuis seize ans. Après deux apparitions à Cardiff, le groupe emblématique de la Britpop se produit cinq soirs à guichets fermés dans un immense parc de sa ville natale, deuxième étape de sa grande tournée de retrouvailles. Dès l'après-midi, une longue file d'attente s'est formée devant l'entrée : les plus chanceux à l'ombre des arbres, les autres tentant de se rafraîchir à coups d'éventails par 30 degrés. Arrivée de Saint-Étienne, en France, avec un groupe d'amis, Lisa patiente depuis six heures. "C'était l'occasion de notre vie, on n'aurait jamais imaginé les voir en concert un jour", s'enthousiasme cette femme de 23 ans. Dans la queue, les fans arborent les t-shirts de la tournée, des maillots vintage de Manchester City, d'autres sont torse nu. Depuis l'annonce l'an dernier de la réconciliation entre Liam et Noel Gallagher, cette cité industrielle du nord de l'Angleterre vit dans l'attente de ce qui a été surnommé le "jour d'Oasis". Quelque 400.000 spectateurs sont attendus pour les cinq concerts. Impossible ici d'échapper aux frères Gallagher, dont les visages s'affichent partout, comme sur cette fresque géante du Northern Quarter, un quartier branché. L'événement ravive



les souvenirs de l'époque où Manchester était le foyer d'une créativité musicale bouillonnante.

VAGUE DE CHALEUR

"Il y a clairement un regain d'effervescence en ville", observe Susan O'Shea, une experte en musique et maître de conférences à la Manchester Metropolitan University. Dans les années 1990, Manchester était au sommet de sa gloire culturelle. Oasis régnait sur les ondes, succédant à des légendes locales comme Joy Division et The Smiths. "Ces groupes (leur) ont ouvert la voie", rappelle Ed Glinert, le créateur des visites guidées "Manchester Walks", consacrées à l'histoire musicale de la métropole. Si cette dernière est actuellement accablée par une vague de chaleur estivale, le fameux mauvais temps a été

un "facteur très important" dans cet héritage musical, affirme-t-il. "La majeure partie de l'année, il fait sombre, gris, froid, humide, il y a du vent. Cela se ressent dans la musique." À la fin des années 1980, le club mythique The Hacienda a propulsé la ville dans une nouvelle ère, avec l'arrivée de la house et de la scène rave.

Le phénomène "Manchester" est né, porté par des groupes comme les Happy Mondays et The Stone Roses, que Liam et Noel Gallagher ont souvent cités en tant que sources d'inspiration. "Les Stone Roses ont vraiment été les premiers de la scène de Manchester à avoir influencé Oasis", estime Pete Howard, 77 ans, le propriétaire du magasin "Sifters" où les deux frères avaient l'habitude d'acheter leurs disques.

"LÉGENDE VIVANTE"

Immortalisé dans la chanson Shakermaker sous le nom de "Mister Sifter", Pete Howard accueille encore aujourd'hui des fans en provenance du monde entier. "Pour nous, c'est un pèlerinage. C'est comme rencontrer une légende vivante", confie Veronica Paolacci, une Milanaise de 32 ans, à propos du septuagénaire. La scène locale reste dynamique. Susan O'Shea cite les groupes émergents PINS et The Red Stains, les rappeurs Aitch et Bugzy Malone, ainsi que des lieux comme The Peer Hat et Gullivers.

La renommée internationale de Manchester semble pourtant s'être éteinte. "Elle était bien plus grande quand la Britpop était plus populaire", estime un fan de cette musique, Dan Verberkel, un ingénieur néerlandais de 38 ans spécialement présent pour le concert. Outre Manchester, d'autres cités ont contribué à façonner l'identité musicale britannique du XXe siècle : Birmingham pour le heavy metal, Bristol pour le trip-hop et bien sûr Liverpool, la ville des Beatles. Mais depuis les années 2000, les choses ont changé. Selon Ed Glinert, l'avènement du numérique a brisé les dynamiques régionales. "Aujourd'hui, vous pouvez produire de la musique dans votre chambre à partir de votre ordinateur, sans qu'elle ait aucun lien particulier avec l'endroit où vous vivez", lance-t-il.

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SEKHRA- EL EULMA
DIMANCHE 13 JUILLET 2025 - PRIX : Khibra - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 000 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 16H30
QUARTÉ - QUINTÉ

Le retour des jeunes coursiers

Les poulains et pouliches de 3 ans de race arabe pure sont de retour ce dimanche à l'hippodrome d'El-Eulma dans le prix Khibra retenu en la circonstance pour servir de cadre au pari quarté et quinté aussi il faut se rendre à l'évidence que nous sommes en présence d'une épreuve à caractère assez particulière avec, d'une part 4 poulains qui débiteront leurs carrières de coursier dans les épreuves à caractère; citons Djessar de Tinhi, Vikas Tune, Jose et Jasser et le reste des engagés ont déjà été présents dans les compétitions hippiques comme celle du jour et dans de différents hippodromes, mais uniquement 3 jeunes coursiers qui possèdent quelques accessits comme les deux pouliches Amouadj El Mesk, Manel el Majd et le poulain Mansour El Maydan pour le reste des participants ont déjà participé dans des épreuves comme celle du jour, mais dont les prestations se sont soldées par de cuisants échecs, sauf que pour cette fois certains d'entre eux changeront de jockeys qui peuvent influencer de manière positive sur le rendement au sprint final où il faudra les surveiller de près, cette fois, donc, amis turfistes que le pronostic reste des plus aléatoires car aucune ligne de jeu aussi sommaire fut-elle, ne peut être établie, il faudra donc avoir recours aux fameuses martingales en accordant la primauté aux poulains et pouliches qui ont terminé dans les 9 premiers d'une épreuve, mais il ne faut pas négliger les qualités physiques des débutants car ils restent capables de s'illustrer d'entrée si l'on se réfère aux origines de certains d'entre eux. Nous vous rappelons que cette épreuve est réservée aux jeunes coursiers n'ayant pas totalisé la somme de 21.000 DA cumulés en gains et places depuis le 1er avril dans un parcours très court de 1000m qui nous a servi à plusieurs fois durant cette année, une distance qui rend encore ce pari difficile.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- DJESSAR DE TINHI.** Course d'entrée.
- MANSOUR EL MAYDAN.** Ce fils de Gentleman de Quezac vient de décrocher un beau accessit, lors de sa 2e tentative au mois de mai à Barika, 5e, cette fois, visera une belle marche sur le podium.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEY	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
T. GHENAM	1	DJESSAR DE TINHI	AB. BOULESBAA	56	10	MED. HAMIDI
K. SALHI	2	MANSOUR EL MAYDAN	A. KOUAOUCI	55	2	AM. LACHEHEB
AL. AOUDAD	3	VIKAS TUNE	AB. AIDA	54	5	B. LAHMICI
R. CHEBILI	4	AMOUADJ EL MESK (0)	AB. ATTALLAH	54	12	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	5	AMIR ECHARQ (0)	CH. ATTALLAH	54	9	PROPRIÉTAIRE
L. ZAABOUB	6	EL YED TURAMI (0)	A. HEBRI	54	13	PROPRIÉTAIRE
S. ROUICHI	7	TOUBA (0)	F. CHAABI	54	8	PROPRIÉTAIRE
F. METIDJI	8	JOSE	O. CHEBBAH	54	14	MED. HAMIDI
R. BOURMEL	9	BOUAA	A. HAMIDI	54	1	MED. HAMIDI
T. DILMI	10	MANEL MAJD	MS. AIDA	54	11	MED. HAMIDI
T. DILMI	11	MORDJANET EL MAJD	JJ:S. AILANE	54	4	MED. HAMIDI
K. MAHOUR BACHA	12	JASSER	M. MAHMOUDI	54	7	PROPRIÉTAIRE
M. BOUKHALAT	13	AMIRAT ESSAHRA	D. BOUBAKRI	52	3	PROPRIÉTAIRE
N. AYACHE	14	GHAZA EL MAJD	JJ:MA. AIDA	52	6	H. FERHAT

3. VIKAS TUNE. Course d'entrée. origine, père : Vijay, mère : Kassioune

4. AMOUADJ EL MESK. Méfiance, cette pouliche, cette fois est confiée au crack jockey Abdelhamid Attallah qui donne l'impression de chercher une belle place sur le podium.
5. AMIR ECHARQ. Ce jeune protégé de la grande maison Berrah cette fois est monté par le N° 1, de l'hippodrome El-Eulma, Chawki Attallah, connu pour son efficacité dans des épreuves comme celle du jour.

6. EL YED TURAMI. Il vient de subir deux échecs dans deux sorties, 12e et 9ème, cette fois encore sa tâche sera difficile encore sauf si on le met dans une large combinaison.

7. TOUBA. Cette jeune protégée de l'écurie Rouichi toutes ses tentatives ont été classées parmi les premiers des battus et à mon avis, elle ne fera pas le déplacement pour rien de Barika.

8. JOSE. Course d'entrée. origine, père : Ambiorix, mère : Rihla.

9. BOUAA. À revoir

10. MANEL MAJD. Cette jeune coursrière reste sur une excellente 5e place lors de sa première tentative, cette fois encore jouera un rôle principal.

11. MORDJANET EL MAJD. Elle a terminé avant dernière pour son baptême de feu, cette fois encore risque de jouer un rôle

secondaire.

12. JASSER. Course d'entrée, origine, père : Carlos du Cayrou, mère : Thaquafa

13. AMIRAT ESSAHRA. A pour elle uniquement la monte du jour

14. GHAZA EL MAJD. Elle vient de subir deux échecs consécutifs, à revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

10. MANEL MAJD - 5. AMIR ECHARQ - 2. MANSOUR EL MAYDAN - 4. AMOUADJ EL MESK - 7. TOUBA

LES CHANCES

6. EL YED TURAMI - 12. JASSER

Un fils d'"El Chapo" plaide coupable de trafic de drogue aux Etats-Unis

Un des fils du célèbre narcotraffiquant mexicain Joaquin "El Chapo" Guzman a plaidé coupable vendredi à des chefs de trafic de drogue dans le cadre d'un accord avec la justice américaine, selon des documents judiciaires et des médias locaux. Connu sous le nom de "El Raton", Ovidio Guzman, 35 ans, est le seul des quatre fils du fondateur du cartel de Sinaloa, qui purge lui une peine de prison à vie aux Etats-Unis, à s'être entendu avec la justice américaine. Ovidio Guzman avait été capturé en janvier 2023 dans une opération spectaculaire qui avait fait au moins 29 morts et déclenché d'intenses échanges de coups de feu entre les forces de police mexicaine et des hommes en armes à Culiacan, dans le nord-ouest du Mexique. Il avait été extradé aux Etats-Unis neuf mois plus tard et négociait une réduction de peine depuis octobre dernier avec le parquet, alors que Washington accuse le cartel de trafic de fentanyl vers les Etats-Unis, où cette drogue de synthèse a provoqué des dizaines de milliers de morts par overdose. Selon des médias locaux, Ovidio Guzman et ses avocats ont signé vendredi l'accord qui a été entériné dans la foulée par un tribunal fédéral de Chicago. Cet accord pourrait permettre à Guzman de purger une peine moins sévère que celle de son père, condamné en 2019 à la prison à vie, et aux autorités américaines d'obtenir des "informations précieuses" sur le cartel de Sinaloa, a déclaré Mike Vigil, un ancien chef des opérations de l'agence fédérale antidrogue (DEA).

Saisie de psychotropes et des armes blanches à Larbaâ (Blida)

Les éléments de la sûreté de wilaya de Blida ont saisi une quantité de psychotropes destinée au commerce illicite, des armes blanches et des munitions de guerre de catégorie 4, a indiqué vendredi un communiqué des services de sécurité. Le communiqué précise que la brigade mobile de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Larbaâ "a réussi, la semaine dernière, à arrêter une personne ayant des antécédents judiciaires, pour détention d'une arme à feu et de munitions de guerre de catégorie 4 sans autorisation de l'autorité légalement compétente". En outre, "la même brigade de sécurité a



saisi en possession du suspect, qui agressait des citoyens et volait leurs biens, une quantité

de substances psychotropes destinée au commerce illicite et des armes blanches de sixième catégorie", a

ajouté la même source. "Les services de sécurité ont lancé des investigations après avoir reçu des informations sur l'activité illégale du suspect, et ont réussi à l'arrêter et à saisir un signal d'alarme de bateau, cinq cartouches de 16 mm, des psychotropes (prégabaline) et une somme d'argent provenant de la vente illicite de ces drogues, le tout dissimulé dans sa maison", ajoute le communiqué. Sur la base d'un dossier judiciaire finalisé, le suspect âgé de 35 ans a été déféré devant les autorités judiciaires compétentes", précise le communiqué.

7 morts et plus de 500 blessés sur les routes en 48 heures

Sept personnes sont décédées et plus de 500 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, a indiqué, samedi, un bilan de la Protection civile. Les unités de la Protection civile ont effectué, du 10 au 12 juillet, 8946 interventions suite à des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national, ayant fait 7 morts et 526 blessés, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de la Protection civile relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade, a permis le sauvetage de 1900 personnes, dont 492 ont été traitées sur place et 187 autres évacuées vers des structures sanitaires locales, poursuit le communiqué, déplorant toutefois, le décès par noyade en mer de 6 personnes dans les wilayas de Tipaza, El Taref, Boumerdes, Tizi Ouzou, Mostaganem et Oran. Le bilan de la Protection civile fait état également de la mort de deux (2) personnes dans les réserves d'eau dans les wilayas de Djelfa et Souk Ahras. S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, il a été procédé à l'extinction de 46 incendies dans plusieurs wilayas, relève la même source.

Des millions de personnes risquent de mourir du sida après la baisse des financements

Six millions de nouvelles infections par le VIH et quatre millions de décès supplémentaires liés au sida pourraient survenir entre 2025 et 2029 si les services de traitement et de pré-

vention du VIH soutenus par les Etats-Unis s'effondrent complètement, a prévenu jeudi l'ONUSIDA dans son rapport 2025 sur le sida dans le monde. Selon cette agence des Nations unies, "de telles coupes remettent en cause plus de vingt ans de progrès dans la lutte contre la pandémie de sida". Pour la cheffe de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, il ne s'agit pas seulement d'un déficit de financement, mais d'"une bombe à retardement". "Nous avons vu des services disparaître du

jour au lendemain. Des agents de santé ont été renvoyés chez eux. Et les gens, en particulier les enfants et les populations clés, sont écartés des soins", a déclaré la directrice exécutive de l'ONUSIDA, à l'occasion de la publication du rapport 2025 de l'agence. En avril dernier, l'ONUSIDA avait déjà évalué les conséquences d'une interruption permanente du Plan d'urgence présidentiel de lutte contre le sida porté par les Etats-Unis (PEPFAR) et calculé que cela causerait plus de six millions de nouvelles infections et 4,2 millions de décès liés au sida en quatre ans, ramenant la pandémie à des niveaux qu'elle n'avait plus connu depuis le début des années 2000. Le PEPFAR avait engagé

4,3 milliards de dollars d'aide bilatérale en 2025. Il avait soutenu le dépistage du VIH pour 84,1 millions de personnes et le traitement du VIH pour 20,6 millions de personnes. Le Plan a également permis à 2,3 millions d'adolescentes et de jeunes femmes de bénéficier de services complets de prévention du VIH en 2024. Environ 31,6 millions de personnes bénéficient d'un traitement antirétroviral selon un chiffre de 2024, et le nombre de décès liés au virus a été plus que divisé par deux comparé à 2010, rappelle un rapport publié jeudi par l'ONU qui ravive les craintes pesant sur les programmes de prévention et de traitement.

Le musée itinérant de la police algérienne fait escale à Oran

Le musée itinérant de la police algérienne a fait escale, samedi sur la place du 1er Novembre 1954, en plein centre-ville d'Oran, attirant un large public venu découvrir l'histoire et le parcours de ce corps sécuritaire. Cette initiative, organisée deux jours durant par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire de la création de la Police algérienne (22 juillet 1962), a souligné à l'APS le commissaire de police Hamza Soukhal, du service central de communication de la direction. L'exposition, inaugurée par l'inspecteur régional de la police de l'Ouest à Oran, le contrôleur général de police Moussa Belabbes, présente différents équipements anciens utilisés par la police, tels que des machines à écrire, des émetteurs-récepteurs portables, ou encore une valise d'expertise criminelle. Sont également exposés divers types de véhicules de la police nationale utilisés à différentes époques, ainsi que des uniformes officiels, retraçant les différentes phases historiques de la police algérienne, depuis l'indépendance. A noter que le musée itinérant sera accessible au public demain, dimanche au niveau du jardin de la Liberté, au quartier Es-Seddikia.

Séisme de 3,4 degrés dans la wilaya de Guelma

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3,4 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistré, vendredi, dans la wilaya de Guelma à 23h01 (heure locale), annonce le Centre de Recherche en Astronomie Astrophysique et Géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à 02 km au sud l'Est Ouest de Hamam Debagh (wilaya de Guelma), précise la même source.

EXPRESS- HISTORIQUE

Rusé 26



AUX POINGS

MISE

«Face aux développements dans la région du Darfour, notamment depuis le début du conflit actuel il y a plus de deux ans, la justice et la reddition de comptes demeurent des fondements essentiels sur lesquels doit reposer toute résolution globale à ce conflit».

Toufik Laid Koudri, représentant permanent adjoint de l'Algérie auprès des Nations Unies





Dans la journée : Dégagé
Vent : 19 km/h
Humidité : 52 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 17 km/h
Humidité : 70 %

Dohr : 12h54
Assar : 16h45
Maghreb : 20h11
Ïcha : 21h49

Lundi 18
mouharram 1447
Sobh : 03h53
Chourouk : 05h41

DISTINGUÉE À L'INTERNATIONAL POUR SON LIVRE « LE COUSCOUS, RACINES ET COULEURS D'ALGERIE »

L'ANEP honore Yasmina Sellam

L'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité a organisé, jeudi dernier, au siège de sa Direction générale à Alger, une cérémonie en l'honneur de Madame Yasmina Sellam, célébrant sa distinction au concours international « Gourmand World Cookbook Award 2025 », où elle remportait le premier prix dans la catégorie « Thème unique », au Portugal, grâce à son ouvrage « Le Couscous, Racines et Couleurs d'Algérie », édité par l'ANEP.



L'ANEP a ainsi précisé dans un communiqué, que l'événement s'est déroulé en présence du Président-Directeur général de l'ANEP, Messaoud Alghem, des directeurs de l'entreprise, ainsi que de nombreux journalistes de la presse nationale. Après une interven-

tion à cette occasion et à l'issue de laquelle, Mme Sellam s'est prêtée au jeu des questions/réponses des journalistes pré-

sents en la circonstance. L'autrice a abordé avec « passion l'inspiration qui a guidé l'écriture de son ouvrage, ainsi que le travail de recherche approfondi et les efforts fournis qui ont permis d'aboutir à ce résultat remarquable », indique la même source. Mme Sellam a également, rapporte le communiqué de l'ANEP, souligné que « ce succès est le fruit d'un travail collectif et d'une collaboration étroite entre elle et l'ANEP, qui a mobilisé tous les moyens ainsi que les efforts humains et matériels nécessaires à la concrétisation de ce projet culturel. »

À cette occasion, Alghem a remis un trophée à Mme Sellam pour l'honorer suite à la distinction réalisée au Portugal saluant « son excellence, sa passion et son rayonnement à travers cette œuvre primée. » Dans son allocution, Alghem a souligné que « c'est une victoire de Yasmina Sellam, de l'ANEP, mais surtout de l'Algérie ». Enfin, la même source conclut en indiquant que ce moment fort et marquant a été « applaudi par l'ensemble des convives », rendant hommage au parcours de Mme Sellam et à son engagement à promouvoir l'art culinaire algérien à l'échelle internationale.

R. C.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION Azouz Nasri réaffirme l'engagement de l'Algérie

Dans le cadre de la Journée africaine de lutte contre la corruption qui coïncide avec le 11 juillet de chaque année, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a publié un message. S'exprimant sur son compte dans le réseau social « X », Azouz Nasri, a écrit, « à l'occasion de la Journée africaine de lutte contre la corruption, nous réaffirmons l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la lutte contre la corruption, à travers la constitutionnalisation de la Haute autorité pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption, ainsi que la criminalisation du blanchiment d'argent ». L'Algérie s'impose ainsi comme l'un des pays pionniers en matière de lutte contre la corruption et de consolidation de la bonne gouvernance, a conclu le message du responsable.

L. Z.

PROTECTION CIVILE

Six morts par noyade en mer en 48 heures

Six cas de noyade en mer ont été enregistrés par les unités de la Protection civile durant les dernières 48h.

Selon le dernier bilan de la Protection civile, 2 584 interventions pour le sauvetage de 1 900 personnes d'une mort certaine ont été effectuées, dont 492 personnes ont été traitées sur place et 187 autres personnes ont été évacuées vers les structures sanitaires locales.

Concernant les six cas de noyade, il s'agit d'une personne (homme) âgé de 34 ans décédé noyé à la plage interdite Gounini commune de Hadjret Nas, à Tipaza, un enfant âgé de 15 ans décédé noyé à la plage surveillée de la commune de chatte à El-Taref, un enfant âgé de 15 ans décédé à la plage surveillée el kabkab (hors les horaires de surveillance du dispositif) commune de Zemmouri à Boumerdès et un homme âgé de 47 ans décédé à la plage surveillée Taslasset (hors les horaires de surveillance du dispositif) commune de Tizirt à Tizi-Ouzou, aussi un enfant âgé de 13 ans décédé noyé à la plage surveillée sidi Mansour commune Fernaka à Mostaganem, et un homme âgé de 20 ans décédé noyé à la plage sur-

veillée coralice (fanion rouge) commune Bousfer à Oran. Les dépouilles des victimes ont été évacuées vers les morgues des structures sanitaires locales.

Les services de la Protection civile ont également signalé 02 cas de décès par noyade dans les réserves d'eau au niveau des wilayas de Djelfa : il s'agit d'un jeune homme âgé de 20 ans décédé noyé, repêché dans une mare d'eau, au lieudit zone Toulam, commune Kadid, aussi Souk Ahras : il s'agit d'un homme décédé noyé, repêché au barrage Oued El Djadra, commune de Souk Aras, les corps des victimes ont été transférées vers les établissements sanitaires locales.

Concernant la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, les mêmes services ont procédé à l'extinction de 46 incendies, dont 08 incendies de Forêt, 04 incendies de maquis, 09 incendies de broussailles, 11 incendies de récoltes, 05 incendie d'arbres fruitiers, 03 incendies de bottes de foin et 06 incendie de palmeraies, à signaler l'intervention rapide des moyens engagés ont permis l'extinction de ces incendies et d'éviter leurs propagation vers d'autres espèces végétales.

Sarah O.

TRAFIC DE DROGUE À HASSI MESSAOUD Un individu arrêté et près de 690.000 unités psychotropes saisies

Le juge d'instruction près le pôle pénal spécialisé d'Ouargla a ordonné le placement sous mandat de dépôt d'un individu impliqué dans une saisie de près de 690.000 comprimés psychotropes à Hassi Messaoud, a annoncé le parquet dans un communiqué rendu public. Selon la même source, « en application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le tribunal d'Ouargla informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre le crime organisé sous toutes ses formes, notamment celui lié aux drogues et aux psychotropes, le service régional de la police judiciaire de la sécurité de l'Armée à la 4e Région militaire a procédé, mardi dernier (1er juillet), à la fouille et à l'arrestation d'un camion semi-remorque dans la région de Kaci-Touil à Hassi Messaoud, où une quantité de psychotropes de type «Prégabaline 300», estimée à 689.400 gélules, a été découverte en provenance d'une wilaya du Sud via Hassi Messaoud ». Ajoutant que, « les investigations menées avec le conducteur du camion semi-remorque répondant aux initiales (S.CH) ont démontré l'implication d'un réseau criminel composé de quatre individus ». En effet, « le mis en cause a été présenté, jeudi dernier, devant le parquet de la République près le pôle pénal spécialisé d'Ouargla, qui a ouvert une information judiciaire à leur rencontre pour crime de détention, transport, stockage et acquisition illicites de psychotropes à des fins de vente dans le cadre d'un groupe criminel organisé, ainsi que pour contrebande à un degré de gravité constituant une menace pour la santé publique et l'économie nationale », a fait savoir le communiqué. À noter qu'«après avoir auditionné le mis en cause présent, répondant aux initiales (S.CH), le juge d'instruction près le pôle pénal spécialisé a ordonné son placement sous mandat de dépôt, tandis que l'enquête se poursuivra pour arrêter toutes les personnes impliquées dans cette affaire », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Alger : Un escroc incarcéré pour la revente illégale de trois voitures de location, après avoir tenté d'impliquer sa femme

